

# HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,  
cet hebdomadaire est édité  
par la société  
Haïti-Observateur Group, Inc.  
www.haiti-observateur.ca  
Haïti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, NY 11435-6235  
Tél. (718) 812-2820  
haiti\_observateur@yahoo.com  
New York: \$1,00  
Partout ailleurs : 1,50 \$  
Haïti: 20 gourdes  
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 25 New York : tél. : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 9 - 16 octobre 2024

IMPOSIBLE COHABITATION HARMONIEUSE CTPI/PRIMATURE

## Garry Conille rejette la suprématie des conseillers-présidents

**Grave incident mettant aux prises le chef du gouvernement et ces derniers...**

Par Léo Joseph

Les rumeurs colportées sur les réseaux sociaux, surtout dans des organes de presse en ligne, faisant état de l'inimitié existant entre, la primature et le Conseil présidentiel tournante intérimaire CPT), ne doivent pas être rejetés d'un

revers de main. Un grave incident survenu à la primature expose, avec éloquence, les contradictions irréconciliables qui séparent ces deux entités, et qui risquent d'entraîner l'éclatement du gouvernement. Dans les milieux politiques proches de ces deux secteurs du pouvoir en place, on fait

croire que cette idée découle de la méconnaissance de Garry Conille de la suprématie du CPT, par rapport au chef du gouvernement.

En effet, des sources proches du CPT ont rapporté que, lors d'une rencontre avec des membres de cette organisation, à la primature, au lieu de se présenter lui-

même, le Premier ministre Conil le s'était fait précéder par des hommes attachés à sa sécurité.

ment ont été ordonnés de quitter les lieux sans exécuter leur mission, dont le personnel présent n'a

CHANGEMENT DE GARDE À LA CPT SANS PASSASION DE POUVOIR

## Leslie Voltaire succède à Edgard Leblanc Fils

**Les trois conseillers présidents  
signataires du décret...**

Par Léo Josep

En Haïti, c'est le monde à l'envers. Les choses se font différemment que partout ailleurs. Un changement de garde vient de se produire, à la présidence intérimaire multiforme à sept têtes, plus

toutes les surprises, de tous les vices de formes, mais aussi en violation de tous les principes qui guident un État de droit.

En effet, avant-hier, lundi, à la primature, logée à Villa d'Ac cueil, l'architecte Leslie Voltaire, représentant Fanmi Lavalas, au sein du Conseil présidentiel inté-

c'est-à-dire lui passer officiellement les rênes de la présidence, comme cela se fait régulièrement.

La prise de fonction de M. Voltaire répond à une résolution modifiée par le Conseil présidentiel de transition (CPT) modifiant celle du 7 mai donnant naissance à la présidence tournante. Le texte



Edgard Leblanc Fils, lors de son discours aux Nations Unies.



Le Premier ministre Garry Conille.

Ces derniers avaient pour mission de « fouiller » où allait avoir lieu cette réunion, dans le but d'y réperer des « pièges » possibles. Mais les agents du chef du gouverne-

pas été informé.

Mais, un peu plus tard, M. Conille est arrivé sur les lieux de

Suite en page 2



Le nouveau président du CPT, Leslie Voltaire, fait un plongeon dans l'incertitude.



Le Premier ministre Garry Conille brille par son absence au changement de garde politique en Haïti.



Le conseiller Louis Gérald Gilles, en porte à faux avec la Justice.

deux égal neuf, sans qu'il y ait passation de pouvoir. Ce système de gouvernement mis en place par les acteurs politiques haïtiens, sous la houlette de la communauté internationale est porteur de

rimaire, a prêté serment, sans qu'il y ait eu passation de pouvoirs, son prédécesseur, Edgard Leblanc Fils, n'était pas présent pour faire le geste protocolaire,

de cette résolution a été publié dans un numéro spécial de *Le Moniteur*, le journal officiel de l'État. Le document confie la présidence tournante à Leslie Vol

Suite en page 8

## HAPPENINGS!

**FROM THE DESK OF RAY JOSEPH**  
**Faced with a multiplicity of crises,  
can Haiti survive as a viable entity?**

Let's start in Port-au-Prince, Haiti's besieged capital, with heavily gangs in control of more than 80% of the city and its surroundings, according to a United Nations (UN) report. And the officials supposedly in positions of leadership are at loggerheads.

It was to be expected with what we refer to as a "seven-headed monster with two ears" which was imposed on the country by the international community in a new form of political governance. That's the nine-member **Transitional Presidential Council** (TPC), with seven members enjoying voting power and two being only observers. Interestingly, this was cobbled together in Kingston, Jamaica, on April 12 of this year, by the leaders of CARICOM, the 15-member Caribbean alliance, under the sponsorship of

U. S. Secretary of State Antony Blinken and top officials of Canada, France and Mexico. On April 25, the members of the TPC were sworn into office in a ceremony in Port-au-Prince, as suming the role of the presidency, in lieu of Haiti's president who, constitutionally, should have been chosen from a judge of the "Cour de Cassation," Haiti's Supreme Court.

On June 1<sup>st</sup>, the TPC voted unanimously, with one member being absent, from the country, naming Garry Conille as Prime Minister. In the U.S. at the time, Conille, with a lengthy career as an executive of the United Nations, rushed to Haiti that same weekend and was sworn into office June 3.

Continued to page 7

# IMPOSIBLE COHABITATION HARMONIEUSE CTPI/PRIMATURE

## Garry Conille rejette la suprématie des conseillers-présidents

**Grave incident mettant aux prises le chef du gouvernement et ces derniers...**

*Suite de la page 1*

de cette réunion, en compagnie de son entourage. Avant que soient discutés les sujets prévus au menu des discussions, ce dernier s'est retrouvé dans une atmosphère tendue, l'objectif de la visite inopportune des hommes du chef de la primature n'ayant pas échappé au personnel de service des conseillers présidents. Ce qui a semblé compliquer les relations entre les deux entités caractérisées par la méfiance, qui s'est installée, dans les relations entre le CPT et la primature.

### **Vous n'êtes pas mon chef**

Interrogé par les conseillers présidentiels sur les raisons qui justifiaient l'irruption, dans la salle où allait se tenir la réunion, d'hommes armés, au service du Premier ministre par intérim, celui-ci n'était pas d'humeur à collaborer, en vue calmer les esprits. Au lieu d'éclairer la lanterne de ses interlocuteurs, pour faciliter le déroulement harmonieux des échanges, il a répondu : « *Vous n'êtes pas mon chef* ».

Il semble qu'une personne non identifiée de l'entourage du chef du gouvernement ait rappelé que les membres du CPT avaient voté pour lui, suite à l'intervention d'un gouvernement étranger. Le conseiller Leslie Voltaire, apprend-on n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour lancer en direction de Garry Conille : « *J'ai voté pour vous sur la base de votre curriculum vitae. Après avoir pris connaissance de votre itinéraire professionnel, j'ai décidé que vous étiez la meilleure option pour aider à sortir le pays du gouffre. Je n'ai suivi le mot d'or*

*dre de personne pour favoriser votre nomination à cette haute fonction* ».

Ces déclarations attribuées à Garry Conille ne vont pas changer la tension latente existant au sein du gouvernement, en raison de certaines attitudes d'hostilités, tout au moins de rejet, affichées par le chef du gouvernement, à l'égard des membres du CPT, et qui se manifestent par l'insoumission de Conille, non seulement à l'égard de l'ancien président de la structure présidentielle intérimaire,



*Le nouveau président du Conseil présidentiel intérimaire Leslie Voltaire.*

re, Edgard Leblanc Fils, mais aussi aux huit autres membres de celui-ci.

Au sein de la classe politique haïtienne, le scandale diplomatique, qui avait éclaté, à l'occasion de la 79e réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies, avait fait monter en épingle une « *conspiration* » qu'aurait orchestrée le Premier ministre Conille, de concert avec sa ministre des Affaires étrangères, Dominique Dupuy, afin d'écarter l'ex-président du CPT de la tribune des Nations Unies, a rebondi cette dernière semaine. Revenus à la charge, ceux qui accrédi-

cette idée la présentent comme entrant dans le cadre de la campagne de M. Conille visant à supplanter le CPT.

Ces remous politiques sont relancés au moment où l'on pensait que les deux camps avaient fait la paix, pour le plus grand bien de peuple haïtien. Car celui-ci souhaite que les acteurs ayant pour responsabilité de mener à bien la transition, en vue d'arriver aux élections générales tant souhaitées par le pays et inscrites en tant qu'une des majeures priorités de l'équipe au pouvoir fassent preuve de sagesse et de tempérance, pour bien se décharger de leurs responsabilités.

### **Damer le pion au CPT, est-ce le plan de la communauté internationale ?**

Quand on sait que les États-Unis, par le biais d'un tweet lancé par le CORE Group, avait introduit l'Exécutif monocéphale, au pouvoir, en Haïti, en la personne d'Ariel Henry, il serait normal qu'elle se laisse séduire par l'idée d'en refaire l'expérience. Car après les nombreuses déceptions causées par la structure présidentielle intérimaire, les promoteurs de ce système de gouvernement ne peuvent s'attendre à ce que l'équipe gouvernementale, sous sa présente forme, puisse rectifier le tir.

S'il faut ajouter foi aux rumeurs persistantes ayant cours en Haïti tendant à faire croire que Garry Conille est un « *agent* » de la communauté internationale chargé de faire avancer le « *projet américain* », l'affaiblissement du CPT, comme cela semble arriver progressivement, serait la mission

de l'ancien fonctionnaire de l'ONU.

Mais il est également nécessaire d'éviter de tomber dans le panneau, par rapport à de telles rumeurs, pour la simple et bonne raison que la manière de procéder de Garry Conille le rend maladroit dans la réalisation d'une telle tâche. Il semble que, dans l'hypothèse que cette responsabilité lui aurait été confiée, il aurait recours à des méthodes susceptibles d'attirer la foudre des uns et des autres sur ses créateurs.



*Le conseiller président Louis Gerald Gilles, qui avait une discussion très animée avec le Premier ministre Garry Conille.*

En effet, si le Premier ministre intérimaire estime de bonne guerre de recourir à une politique visant à saper les pouvoirs du CPT, comme les mauvais coups portés à l'ONU, cela finirait par le mettre en mauvaise posture, si les secrets que cache cette initiative malsaine venaient à être exposés. Surtout que, d'aucuns font courir d'autres rumeurs selon lesquelles Conille, qui tentait de tourner la diplomatie américaine contre Edgard Leblanc Fils et Leslie Voltaire, se cachait derrière le Département d'État. Alors que des proches de la primature, qui

connaissent bien le dossier, assurent que le mal constaté a été entraîné par la manière dont la liste des participants haïtiens au 79AGNU a été dressée. S'il est vrai que le nom de l'ex-président du CPT était en quatrième position sur la liste, il faut croire qu'il existait une volonté évidente de le soustraire à sa place hiérarchique, telle que stipulée dans le protocole.

De toute évidence, le remaniement que vient de subir la CTP, à la faveur de l'accès de Leslie Voltaire, à la présidence de celui-ci, n'aura pas remis les pendules à l'heure, pour que la paix soit trouvée entre les deux branches de l'Exécutif. Si l'instance présidentielle ne connaît pas de nouvelles difficultés, avec Voltaire à ses commandes, cela suscite quelque espoir que ses jours se prolongent et qu'un certain équilibre sera trouvé. À moins que le dossier des trois présidents consoillés épinglés dans le scandale de pots de vin, au détriment de la Banque nationale de crédit (BNC) connaisse de nouvelles difficultés.

Après les dernières menées de Garry Conille, pour détruire la suprématie du CPT, il faut se demander s'il lui reste encore d'autres atouts pouvant le permettre d'arriver au bout de ses ambitions. À ce tournant, certains font croire que Garry Conille a d'autres problèmes de différentes natures, qui seraient comparables à ceux qu'avait Ariel Henry, avant son voyage au CARICOM avant qu'il ne mette le cap sur Nairobi, au Kenya, d'où il n'est jamais retourné à son pays, jusqu'à ce jour.

**L.J.**



# LE COIN DE L'HISTOIRE

## Les élections de 1957 au Cap-Haïtien

Par Charles Dupuy

La présidentielle de 1957 peut être considérée comme la mère des élections en Haïti. Celle de 1950, la première fois que l'on désignait un président au suffrage universel direct au pays, n'aura été en fait que le plébiscite du colonel Paul Magloire, militaire puissant, charismatique, populaire, un candidat en tout point in vincible et qu'aucun concurrent n'osa d'ailleurs affronter. Aux élections de 1957 la ville du Cap sera divisée entre le camp des partisans du docteur François Duvalier et celui du sénateur Louis Déjoie, les deux principaux prétendants au fauteuil présidentiel. Le premier de ces deux candidats à visiter le Cap fut le docteur Duvalier. L'arrivée de ce politicien inconnu dans la ville fut, à la surprise générale, un véritable triomphe. Imaginez une foule compacte massée des deux côtés de la rue Espagnole venue voir l'homme. Pendant que Edner Day chantait à tue-tête au micro « *Mache prend yo Duvalier !* » ce dernier restera debout dans sa voiture fixant l'horizon et cela sans jamais saluer ni même donner seul un regard à la multitude de curieux massés des deux côtés de l'avenue.

Ses partisans s'empresseront de comparer l'arrivée triomphale du candidat Duvalier à celle du président Salnave, un siècle plus tôt. Témoin de l'accueil grandiose qu'avait accordé la ville du Cap au docteur Duvalier, le journaliste Gérard de Catalogne se souviendra de son étonnement « *quand, dit-il, trois mois après le renversement de 1956, [il parle ici de la chute de Paul Magloire] j'ai dé*

*couvert l'existence au Cap-Haïtien et dans le Nord d'une véritable marée duvaliériste qui bousculait tout sur son passage. Certains ne voulaient pas l'admettre, mais il y avait des signes dans le*



Dr François Duvalier

*ciel et des feux sur le rivage... »*

Le lendemain, entouré de son état-major, Duvalier alla prononcer son discours sur la Place de la Douane. Là, il fera la liste de ses promesses électorales « *qu'il s'agisse d'achever une lycée Philippe-Guerrier, qui a fourni un Anténor Firmin, un Rosalvo Bobo, qu'il s'agisse de relier La Petite Anse au Haut-du-Cap, etc.* ». C'est aussi à ce moment qu'il lancera cet avertissement grave et solennel auquel personne ne sembla porter vraiment grande attention : « *Sous un gouvernement Duvalier, le coup d'État du 10 mai 1950 aura été rendu impossible!* » (\*) Les autres candidats viendront, eux aussi, en tournée au Cap, la deuxième ville du pays, afin de solliciter les faveurs de l'électorat, mais aucun n'obtiendra l'immense succès de foule qu'avait récolté Duvalier, maintenant ardemment supporté par le peuple de La Fossette.

Peu de temps après, c'était un samedi, le sénateur Louis Déjoie débarquait d'un avion de la Cochona et ne restera en ville que le temps de prononcer son discours électoral sur la Place de la Douane. Là, il sera présenté au peuple par le célèbre journaliste Georges Petit. Son discours allait soulever l'enthousiasme délirant de ses partisans. Ses adversaires n'en retiendront toutefois que le passage où Déjoie se présentait comme l'arrière-petit-fils du bon président Fabre Nicolas Geffrard. Les duvaliéristes s'empresseront alors de lui rappeler que son ancêtre n'était nul autre que ce président qui avait fait bombarder la ville par le navire de guerre anglais *Bull-Dog* et que les Capois en gardaient encore un amer et douloureux souvenir. C'est à la radio qu'Alexandre Lerouge, le représentant de Déjoie dans le Nord, et la Ligue des femmes déjoïstes défendront le programme du sénateur et tenteront d'élargir sa base électorale. Déjoie ralliera les artisans et la petite bourgeoisie de la ville, mais jamais il ne réussira à obtenir l'adhésion des masses populaires.

Clément Jumelle visitera, lui aussi, le Cap où il arriva un samedi après-midi. Ce fut un long et silencieux cortège de voitures que le public regarda défiler sans vraiment voir le candidat, lequel ne reçut d'ailleurs aucun soutien populaire. À la différence des autres candidats, Jumelle ne prononça pas de discours électoral. Il se rendit toutefois à la cathédrale, le lendemain de son arrivée, afin d'assister à la messe, en compagnie de son épouse. À sa sortie de la cérémonie, il salua en souriant la foule attroupée sur le parvis de l'église,

laquelle lui répondit par de vigoureux applaudissements. C'était juste avant qu'il ne montât en voiture avec sa femme toute rayonnante de beauté et d'élégance.

Le seul candidat, qui aurait pu rogner la solide base électorale du docteur Duvalier, c'était son ancien associé, maintenant devenu son pire ennemi, le professeur Da



L'agronome Louis Déjoie

niel Figolé. Celui-ci visita plusieurs fois la ville du Cap où, en multipliant les rassemblements et en parlant abondamment à la radio, il finira par faire la conquête des jeunes, des étudiants, séduits par la verve oratoire de ce chaud tribun, qui dénonçait féroce son rival Duvalier qu'il qualifiait d'incompétent, d'ignorant, de « *crétin sonore* ». Sous la protection du chef de la police, le major Mario Dupuy, Figolé entra dans le quartier populaire de La Fossette, bastion fermement tenu par les duvaliéristes, afin de parler aux masses populaires, lors d'un rassemblement organisé par ses jeunes partisans menés par Cary Hector. Le discours envoûtant de ce tribun de première force allait séduire la foule. Figolé, qui se disait « *démocrate par principe* » et « *démocrate conséquent* », annonça alors, en langue créole, que si, par malheur, Duvalier parvenait à entrer au Palais, plus jamais

il n'en sortira, et rien, ni personne ne pourrait l'en extraire. Le peuple se dira sensible à la chaude harangue du professeur, mais que, hélas, celui-ci arrivait trop tard puisqu'il avait déjà accordé ses suffrages au docteur Duvalier.

On connaît le résultat de ces élections, qui donnèrent une victoire plus qu'écrasante à Duvalier. Déjoie et les autres candidats protesteront contre la falsification des résultats électoraux, qu'ils dénonçaient comme frauduleux et indignes de foi. Ce n'était pas sans raison, quand on sait que les 900 électeurs inscrits de l'île de La Tortue avaient accordé pas moins de 7 500 bulletins en faveur de Duvalier. Le peuple, fatigué des interminables turbulences politiques, accepta sans broncher le verdict des urnes. Au Cap, quatre voix furent données à un doux lunatique, Edriss Saint-Hubert Emmanuel, mais on glosa longtemps sur ce seul et énigmatique bulletin déposé en faveur de... Luc Fouché.

Au moment où, quelque trente ans plus tard, l'édifice du régime duvaliériste commença à s'écrouler, c'est au Cap que l'on en verra les premières fissures. Ce fut, d'abord, l'élection surprise à la députation d'Alexandre Lerouge, déjoïste notoire et opposant déclaré au gouvernement. Vient ensuite les grandes manifestations de rues dans la ville en colère et qui allaient sonner le glas de cette longue dictature, de ce gouvernement de terreur que le Cap répudiait sans aucune équivoque et dont il ne voulait plus subir le joug plus longtemps. C.D.

(\*) Renversement d'Estimé par un coup d'État militaire.

[coindelhistoire@gmail.com](mailto:coindelhistoire@gmail.com)  
(514) 862-7185 / (450) 444-7185  
Mon dernier livre « *Une histoire populaire d'Haïti* » est en vente sur Amazon.

## OBITUAIRE

### Carla Jordan died in Miami, Florida

It is with much sadness that the family of Carla Jordan, announces the passing, October 1<sup>st</sup>, of the 45-year-old Carla Jordan, victim of brain aneurism rupture.

In contacting the *Haïti-Observateur*, to

make the an noun cement, former Haitian Major Gérard Salomon, a friend of this publication, and an elder cousin of Carla, was in tears, as he said, "She was too young to leave us so soon." However, he felt some consolation when he was advised that "Indee it hurts,

*especially leaving at 45. But she has only gone ahead, everyone will be joining her one day."*

On reading that note, Judith Salomon, Carla's mother, felt some relief and exclaimed: "Uplifting words that I greatly appreciate!"

On this occasion, the editors of the *Haïti-Observateur* present their condolences to all affected family members, especially to Carla's mother and her father, Reginald Sergile, Sr., as well as to her younger brother, Reginald Sergile, Jr., the well-known rapper who hailed from Brooklyn, and is better known by his nickname

"Conceited".

Condolences also to Carla's aunts: Michèle and Charlene Salomon; her uncles Yves Salomon, Gabriel Salomon, Mario Salomon and Alex Salomon, as well



Carla Jordan

as to her cousins: Steve, Deborah, Sabrina, Jo Ann, all Salomon; and to Dorothy Heilbrunn, Joey and Josiah Peters, Evinx Daniel, Mikel Aubry, and Astra Calixte.

To the families Jordan, Ser

gile, Salomon, Brisé, Aubry, Darucaud, Peters, Daniel, we also present our condolences.

The funeral ceremony, on October 6, took place at Fred Hunters funeral home, at 6301 Taft Street, Hollywood, Fl. May she



## HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : [haiti-observateur.ca](http://haiti-observateur.ca)

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

# INTERVIEW ELLIOTT ROY

## Des policiers kényans pour pacifier Haïti... « Une fumisterie ! », estime Elliott Roy

Propos recueillis par Brice Ahounou

Au moment où les premiers policiers kényans débarquent à Port-au-Prince, Elliott Roy nous accorde une interview au ton critique. « Il n'y a aucune volonté de la part des dirigeants haïtiens de résoudre le problème du pays », constate l'ancien officier des Forces armées réfugié à l'étranger depuis 1966. Professeur de comptabilité installé en France, le natif de Jacmel ne quitte pas d'un œil les affaires de son île pour laquelle il réclame un véritable changement.

Pour mémoire, le jeune Roy s'éveille à la politique au temps du régime Estimé, période de bascule pour les gens de sa génération. Depuis, l'homme en exil a parcouru un long chemin, qui l'autorise, aujourd'hui, à évaluer les crises de notre époque.

Dans le présent entretien, le militant associatif soulève diverses questions d'actualité politique, tout en ciblant le chaos actuel. Regain d'activité des gangs, à Port-au-Prince, rivalités entre Conseil présidentiel de transition (CPT) et Premier ministre, affairisme au sommet de l'État, Armée d'Haïti en déshérence, mission kényane sujette à caution, patriotisme en déperdition, M. Roy pointe, sans détour, le problème de « l'absence de l'État » qui mine la société haïtienne.

L'interview a été réalisée avant la brève visite du secrétaire d'État américain Antony Blinken à Port-au-Prince.

° **Haïti Observateur : Que vous inspire l'arrivée des policiers kényans en Haïti ?**

• **Elliott Roy :** Cette arrivée ne me dit rien qui vaille. Ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord, on ne fait pas la guerre avec des policiers. La guerre, c'est l'affaire des militaires. Donc, avec les meilleures intentions du monde, les Kényans ne peuvent, au mieux, que garantir pour un temps la sécurité des dignitaires haïtiens et, le cas échéant, réprimer d'éventuelles émeutes, ce en quoi ils semblent avoir une certaine expertise, si l'on en croit les nouvelles en provenance de Nairobi. Ensuite, il



Autre photo d'Elliott Roy

n'y a pas de réelle volonté politique, ni de la part des politiciens haïtiens, ni de la part de nos soi-disant amis internationaux, en particulier des Américains, pour résoudre le problème des gangs dans le pays. Enfin, le Kenya s'était engagé, il y a plus d'un an à prendre la tête d'une mission internationale pour aider le pouvoir haïtien à résoudre le problème des gangs.

Au moment où nous parlons, ils sont infoutus de réunir le contingent promis. Ils arrivent au compte-gouttes, tandis que le pro-

blème de l'insécurité s'étend dangereusement. Pense-t-on sérieusement que 1500 hommes sous équipés, peu qualifiés, ne parlant pas la langue locale et ne connaissant pas le milieu, seraient capables de combattre une vingtaine ou une trentaine de milliers de bandits équipés, bien renseignés et circulant comme des poissons dans l'eau dans leurs vastes zones d'implantation ? Autant dire que le semblant de riposte envisagé est loin de répondre à la situation. En réalité, c'est une affaire qui paraît très compliquée, compte tenu de la différence relevée entre ce qui nous avait été promis au départ - à savoir une assistance internationale robuste qui ne serait pas une mission de l'ONU - et ce qui est désormais en cours.

Contrairement à l'annonce de départ, le Kenya, chef de file de la mission, a mis plus d'un an pour mettre en place son dispositif. Sur les mille policiers promis, il n'y en aurait même pas la moitié en Haïti. Et combien sont-ils au juste ? Mystère ! Ce à quoi on assiste à présent, ce sont des gesticulations de politiciens concernés - haïtiens, américains, kényans et autres - pour donner le change à leurs opinions publiques. En vérité, le problème des gangs demande réflexion et mise en œuvre de moyens appropriés pour y faire face.

° **H-O : Que dire de l'état actuel du pays ?**

• **E.R :** Il n'y a pas de mot pour qualifier la situation actuelle. Certains parlent de cauchemar, mais un cauchemar n'est qu'un mauvais rêve dont on finit par s'extraire en se réveillant. Dans le cas d'Haïti, c'est l'horreur absolue, le chaos ! Quand on voit les images en provenance du pays, on se demande comment ses fils peuvent contribuer de cette façon à sa déchéance. Il y a d'un côté le problème des gangs et en face vous avez affaire à des politiciens dont le rôle est précisément de trouver des solutions au problème, mais qui sont en fait des prédateurs insatiables profitant de leurs positions pour dépecer le peu qui reste. Comment imaginer, en effet, des dirigeants qui, plus de trois mois après leur entrée en fonction sont embourbés dans des scandales de corruption, de trafics d'influence, au lieu de s'atteler à mettre en œuvre les engagements qu'ils ont pris. Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg.

Que dire de la complaisance et des complicités diverses dont ils bénéficient dans une partie importante de la population qui voudrait composer franchement avec les bandits, au point de réclamer ouvertement la remise du pouvoir à des individus plus que douteux, l'impunité et l'amnistie pour les chefs de gangs. Bref, la situation est complexe quand on sait de plus qu'une bonne partie de la police est « gang grenée », que les bandits sont en train d'infiltrer les médias, comme le mon-



Elliott habillé Roy autrement.

tre l'actualité, que les narcotrafiquants locaux et internationaux sont à l'œuvre pour fournir aux gangs, drones et même des moyens de mener des attaques en mer. C'est pour cela que je dis qu'on est face à une situation de guerre et que des dirigeants illégitimes, nommés, appuyés et soumis à l'International, ce n'est pas ce qui convient pour faire face au chaos.

Avec les 90% de la zone métropolitaine contrôlée par des bandits et une force de police - en sous-effectifs par rapport à la population - incapable professionnellement de les affronter par manque de moyens, le rapport de

force penche nettement en faveur des premiers. Au sujet des bandits, il faut se demander quelles sont leurs sources d'approvisionnement en armes ? Pour rappel, ils possèdent des armes plus efficaces et nombreuses que celles des forces régulières. D'où leur viennent ces armes ? Qui les finance ? Certains d'entre eux prétendent ouvertement que tout ce matériel leur a été donné par des oligarques...

° **H-O : Des oligarques haïtiens ?**

• **E.R :** Ceux que feu le président Jovenel a désignés comme les oligarques corrompus et de qui viendrait tout le mal haïtien : ce ne sont hélas pas des saints, ils sont précisément ceux qui ont contribué à l'amener au pouvoir. Comme tous les oligarques, ils ne connaissent qu'un Dieu, le Dieu dollar. Et, ce n'est pas étonnant, après avoir bénéficié des faveurs de César, comme dirait l'autre, ils se sont retournés contre lui. C'est certain, lesdits oligarques doivent rendre des comptes à la nation, pour s'être servis, pour avoir armé et utilisé des hommes de main, à l'instar de certains hommes politiques, dans le seul but de protéger leurs intérêts et établissements. En tant qu'hommes d'affaires, ils se sont engouffrés dans le business du trafic lucratif de la contrebande d'armes et de munitions alimenté par l'argent de la drogue et des kidnappings. Ce qui crée une confusion de genres entre business et gangstérisme, excusez le pléonasmisme. En désignant à dessein le comportement de ceux qu'on appelle « oligarques », la « Radio des Mille collines » haï-

Suite en page 5

## Frantz

### Photo & Video Studio

Phone: 718.953.4990 / 917.513.2118  
84-3 Flanders Ave. | Bklyn, Union & Po. Sx. N.Y.  
FRANTZSTUDIO.COM

**Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!**

DE BROSSÉ & STUDLEY, LLP

**Richard A. De Brosse**  
Attorney at Law

ACCIDENTS \* REAL ESTATE MAL-  
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)  
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

# INTERVIEW ELLIOTT ROY

## Des policiers kényans pour pacifier Haïti... « Une fumisterie ! », estime Elliott Roy

Suite de la page 4

haïtienne nous prépare un Rwan da. Il suffit d'écouter les mots d'or dre de « Viv ansann » dans la bou che de Jimmy Chérizier alias Bar becue ! Oligarchie et gangs armés en Haïti aujourd'hui sont deux problèmes distincts. L'un est économicopolitique, l'autre est militaire-politique.

° **H.O :** Que constate-t-on sur le terrain depuis l'entrée en scène des Kényans ?

• **E.R :** A l'arrivée du premier contingent de policiers kényans, on a assisté à un bref et léger ralentissement de l'activité des gangs. Cette brève période d'observation passée, est venue l'accélération des provocations. Les bandits se sont enhardis en narguant l'adversaire par la multiplication des kidnappings, les con quêtes de territoires (Gres sier), l'exhibition de leurs arsenaux par des vidéos de propagande comme celles du chef de gang des « 400 Mawozo ».

Pendant les affrontements ar més à Ganthier, ils ont capturé un blindé de la PNH, exécuté un haut gradé policier et exhibé son képi... La démonstration évidente de la non-planification d'une telle opération est le retrait inopiné des for ces de police immédiatement après ladite opération de Gan thier, pour cause d'absence de matelas devant servir à cou cher des Kényans sur place, nous dit-on. Rumeurs et menaces de retrait définitif des Kényans (pour non-fourniture des équipements promis) circulent. Ce qui prouve qu'on est en situation de guerre. L'en nemi abreuve la population de toutes sortes de rumeurs et d'intoxication.

Du côté du pouvoir de facto, les allégations de corruption ne font l'objet d'aucune mise au point ou de démentis officiels, si ce n'est la nomination sans explication de nouveaux dirigeants à la tête de la Banque nationale de crédit (BNC), par exemple. Ce faisant, le Premier ministre de facto envoie un signal clair de solidarité avec les personnes mi ses en cause dans ce scandale de corruption, sans pour autant dissiper les rumeurs de dissensions entre la Primature et la présidence multicéphale. Entretiens, les formations politiques - parties à l'accord ayant abouti à cet at telage bancal qui tient lieu de pouvoir de transition - nomment, révoquent, trafiquent et intriguent pour placer cha cun leurs hommes aux postes clés en prévision d'élections « honnêtes et inclusives » qu'un CEP formé suivant les mêmes principes de marchandage sera chargé d'organiser comme première étape vers l'instabilité voulue et programmée par la Main invisible.

° **H.O :** Selon le principe de Char lemagne Péralte, aucune for ce étrangère ne devrait fouler le sol haïtien, ni violer sa souveraineté. De fait cette idée est battue en brèche...

**E.R :** Évoquer la mémoire de Char lemagne Péralte, c'est faire référence au patriotisme haïtien qui s'est mis debout contre l'occu pation américaine (1915-1934). C'est faire référence à d'autres noms illustres comme

Pierre Sully, Benoît Batraville et d'au tres. Les mots, nationalisme, souve raineté, patriotisme, sont au jourd'hui galvaudés dans la bouche de ceux qui sont les plus prompts à les prononcer.

En effet, comment parler de nationalisme quand on sait que c'est le gouvernement illégitime d'Ariel Henry qui a lui-même sollicité l'intervention de forces étrangères, au lieu de demander la levée de l'embar go sur les armes destinées à l'Armée et à la Police, alors que les armes des bandits rentrent librement à partir des territoires américain et dominicain. Un autre exemple de ce patriotisme de pacotille, pendant la période du coup d'État contre Aristide, c'est quand les Américains ont sifflé la fin de la récréation.

En clair, ils ont demandé à l'état-major putschiste de dégager, car ils allaient ramener le président renversé du pouvoir. Dès lors, on a vu quelques guignols comme Philip pe Biamby, Henry Robert Marc-Charles et consorts proclamer leur foi péraltiste alors qu'ils faisaient leur jogging en guise « d'entraînement » au Champ de Mars. On a entendu Em manuel «Toto» Constant, l'employé de la CIA, mettre ses troupes du FRAPH en état d'alerte. Il y en a qui sont allés jusqu'à donner des coups de pieds rageurs à une voiture diplomatique américaine, tellement ils étaient « nationalistes », mais quand l'heure de vérité a sonné et que Aris tide a débarqué, accompagné de 20 000 marines dans les fourgons de l'Armée américaine, tous ces « nationalistes » se sont subitement volatilisés, alors que Raoul Cédras leur chef avait déjà négocié le prix de sa reddition avec Colin Powell.

On a assisté à cette scène hu miliante de soldats haïtiens me notés comme des délinquants et bâillon nés avec du sparadrap et emmenés je ne sais où, à l'arrière des véhicules de l'armée américaine. J'en ai pleuré d'indignation devant ma télé. Il y a eu pourtant un héritier de Charlemagne Péralte, un seul, un jeune officier cantonné au Cap-Haïtien qui a refusé d'obéir à je ne sais quelles injonctions des occupants. Il a été abattu sur le champ comme un chien. Je cherche sans succès depuis lors à connaître le nom de ce jeune bra ve, un vrai nationaliste, digne héri tier de Péralte. Tous les autres, ils n'ont pas attendu le chant du coq pour renier « charlemagnepéraltement » leur conviction patriotique. Tout ceci pour dire qu'il faut se méfier de ceux qui proclament bruyamment leur péraltisme car ils seront les premiers à le recrucifier, ce avant même que le coq ait chanté.

**INTERVIEW ELLIOTT ROY (SUITE ET FIN)**

**Des policiers kényans pour pacifier Haïti...**

« Une fumisterie ! », estime Elliott Roy

Propos recueillis par Brice Ahounou

La première partie de cette interview a été publiée dans l'édition du 25 septembre-2 octobre 2024.

**H.O :** Vous avez appartenu à l'ins titution militaire jusqu'en 1966. Quel rôle pourrait-elle jouer dans ce pays où elle n'a plus voix au chapitre ?

**E.R :** L'armée en tant qu'institution n'a en fait qu'une existence symbolique. Privée comme elle est actuellement d'armement, de caserne, d'une véritable organisation. Même dans l'état d'inorganisation dans laquelle elle se trouve en ce moment, elle devrait être la force armée principale qui af fronte les bandits et non pas reléguée au rôle de supplétif de la police nationale. Je n'ai malheureusement pas de données précises sur l'armée pour dire vraiment quel rôle elle pourrait jouer présentement dans la situation chaotique dans laquelle se débat le pays. Idéalement, elle représente la force constitutionnelle chargée de défendre le territoire. L'in tégrité territoriale étant menacée par les gangs, son rôle serait de combattre militairement ces derniers, c'est à dire en leur faisant la guerre avec des moyens et des techniques militaires appropriés. Tout ce que je sais de cette armée depuis qu'elle a été officiellement remobilisée par le président Moï se, c'est qu'elle a été mise sous embargo par la puissance américaine et leurs alliés. Est-ce qu'elle l'est toujours ? Je n'en sais rien. Dans la situation actuelle et face au vide institutionnel généralisé, une armée organisée serait tout à fait légitime à prétendre exercer le pouvoir, en utilisant les moyens à sa disposition.

**H.O :** Combien sont-ils les militaires de cette armée résiduelle remise en selle par feu Jovenel Moï se ?

**E.R :** C'est un embryon d'armée. Tout ce que l'on sait officiellement, c'est qu'elle existe pour l'instant sous la forme d'embryon de l'armée à constituer. Depuis sa remobilisation, les PHTKistes en font leur affaire personnelle et communiquent très peu sur le sujet, ce qui est un très mau vais signal quand on se rappelle ce que François Duvalier a fait des FAd'H au point d'arriver à con traindre l'État-major à servir de peloton d'exécution pour fusiller d'autres officiers ! Il existe de nos jours une association de militaires haïtiens qui est en soi un fait très positif. Mais on aurait aimé qu'elle sorte de l'entre-soi, qu'elle ser ve d'interlocuteur et d'aiguillon au pouvoir politique, quel qu'il soit, en s'appuyant autant que possible sur la partie saine de la presse (elle existe !) pour rendre publique cette suggestion, faire avancer le dossier dans le bon sens et surtout empêcher les politiques de vassaliser, une fois de plus, l'institution.

**H.O :** L'armée semble en mode pu nition prolongée. Son chemin de croix se poursuit malgré la restauration décidée par Jovenel Moï se. Que lui fait-on payer au juste ?

**E.R :** Il est obvie que l'Armée a payé et continue de payer son coup d'État sanglant contre Aristide. Celui-ci avait le choix entre dissoudre ou réorganiser l'Armée, il a préféré, par esprit de vengeance, de la démobiliser. Il faut reconnaître que le contentieux entre l'Armée et Aristide ne date pas de 1991. Il y avait Saint-Jean Bosco et diverses autres tentatives d'assassinat du petit prêtre après la chute de Duvalier. Et comme dans l'esprit de Lavalas, « Armée égale Macoute », la mise en quarantaine de celle-ci faisait partie de la démacoutisation. Mise en

quarantaine et désarmement sont allés de pair.

Après la dissolution de l'Ar mée par Aristide, ses armes sont passées entre les mains des premiers gangs des quartiers dé favorisés, tandis qu'il était parallèlement créé une force de Police faite de bric et de broc et surtout de réfugiés de Guantána mo et des repris de justice recrutés par-ci par-là. Les quelques transfuges de l'armée et les différents « vettings » opérés par les forces d'occupation, nous ont donné la PNH actuelle. Cette PNH partiellement épurée a fait l'objet d'un embargo implacable conduisant à recourir à toutes sortes de subterfuges pour se procurer quelques armes. J'espère que ces quelques éléments suffiront pour vous faire comprendre qu'à travers l'Ar mée et la Police, c'est l'État d'Haïti qu'on veut punir.

**H.O :** Y aurait-il une volonté politique occulte d'empêcher la croissance de l'embryon ?

**E.R :** Vous croyez que la volonté politique est occulte. Mais elle crève les yeux, mon ami. Au risque d'être accusé de paranoïa que ou de complotiste, j'affirme et j'assume de dire qu'on nous fait payer notre outrecuidance d'avoir osé défier le colonialisme blanc. Ce qui me met plus en rage, c'est de voir certains sépul cres blanchis de pseudo-nationalistes qui claironnent sans vergogne qu'ils sont les fils de Des sa lines, de Toussaint, de Christophe, de Pétion, de Charle magne Péralte, fils de je ne sais qui encore, alors qu'ils ne sont en réalité que de minables fils de... (excusez-moi) qui ne pensent qu'à trafiquer, qu'à s'enrichir. C'est l'existence de ces « Judas Iscariote » qui sert de prétexte aux manœuvres de ladite volonté politique occulte à laquelle vous faites allusion.

**H.O :** Lors du conflit de la Rivière Massacre avec le pays voisin, les paysans s'étaient projetés eux-mêmes en première ligne sans le ministère de la Défense...

**E.R :** C'est parce que ces paysans, trop longtemps délaissés, commencent à comprendre qu'ils sont seuls et ne peuvent compter que sur eux-mêmes. S'il y avait des per diem à toucher, des petites amies à caser dans un consulat, les politiciens, ministres ou pas, auraient été les premiers à se trouver sur les barricades. Au nom des bonnes règles diplomatiques toutes les huiles se sont tues. Si la diplomatie, c'est se plier en deux devant un homme quel qu'il soit, comme le faisait le larbin Ariel Henry, alors au diable la diplomatie ! Et restons verticaux quoi qu'il en coûte!

**H.O :** Revenons à l'installation du Conseil présidentiel de transition (CPT) et au choix du Premier ministre. Que pensez-vous de cet at tache ?

**E.R :** La présidence dans sa forme multicéphale actuelle est une bizarrerie haïtienne. Contrairement à une certaine rumeur, l'idée ne vient pas de l'International. Cette idée était dans les projets des dignitaires de l'Accord dit de Montana qui mili-

taient depuis longtemps pour une présidence multicéphale. Appelé comme conciliateur, l'International n'a fait qu'entériner cette idée saugr nue de présidence tournante à neuf têtes. Selon notre Constitution, le pouvoir exécutif haïtien est dirigé par un président assisté d'un Premier ministre. Dans le cas présent, il y a neuf présidents pour le prix d'un, désignés par les « les particules » formant un énième accord, et un Pre mier Mi nistre choisi par l'Interna tional, puis entériné par le Conseil présidentiel de transition ! Ce qu'on sait du Premier ministre, c'est qu'il est une créature de la fondation Clinton deve nu fonctionnaire de l'ONU qui l'a nommé à différentes fonctions à l'étranger, surtout en Afrique et en Amérique latine. Il a démissionné ou a été détaché par l'ONU du poste de responsable du bureau de l'UNES CO en Afrique.

C'est la deuxième fois que Gary Conille occupe la fonction de Premier ministre en Haïti. Il a, en effet, effectué un bref passage à la primature sous Martelly. A présent, qui dirige vraiment la barque ? CPT ou Gary Conille ? Ce qui est certain, c'est qu'il existe des dissensions au sommet de l'État. Dernier exemple en date, on peut citer le scandale de corruption à la BNC (Banque nationale de crédit).

Par solidarité avec les impliqués ou simple complicité entre corrompus, il n'y a aucune réaction publique de la part du CPT, alors que le Premier ministre a diligenté une enquête de l'ULCC (Unité de lutte contre la corruption) ! Sans même en attendre les résultats de l'enquête, il a procédé au remplacement de la direction de la banque, objet du litige. Non seulement, Gary Conille s'est oc tro yé d'autorité des ministères ré ga liens, dont celui de la justice entre autres qu'il a attribué à son avocat personnel, il s'est entouré de certains person nages de l'ancienne administration, comme l'ex-ministre de l'Édu cation nationale de Martelly, de Moï se et d'Ariel Henry, en la personne de Nesmy Manigat. Ce dernier est en quelque sorte récompensé sans qu'on puisse mettre à son actif une réalisation remarquable durant son long règne à la tête de ce ministère. En fait, plus ça change, plus c'est la même chose !

**H.O :** On peut en déduire un climat d'affairisme à la tête de l'État ?

**E.R :** Tout à fait. On peut citer le cas d'un ministre nommé à la tête de la Santé publique et qui paraît-il n'a même pas de diplôme de médecin, alors qu'il doit signer les diplômes des futurs médecins haïtiens... On ne sait pas ce qu'il est advenu pour que ce « médecin » n'ait pas de diplôme et pourquoi est-ce lui qui est désigné comme ministre de la Santé par le CPT.

**H.O :** Sa désignation vient-elle du CPT ou de Conille ?

**E.R :** Il a été recommandé par un conseiller en l'occurrence le con seiller Gérard Gilles. Ceci reste à vé ri fier : il est question que beaucoup de postes sont en train d'être négociés actuellement entre le CPT et des gens

Suite en page 6

# Kreyòl

## GRENN PWONMENNEN!

### Non, bagay yo pa ka kontinye konsa !

Sa k pase nan *Pont Sondé*, nan lannuit 3 oktòb pou louvri 4 oktòb ta dwe dènye katastwòf kon sa nou ta dwe konstate. Bandi nan gang « *Gran Grif* », ame ak gwo zam fann fwa te anvayi zòn nan, epi yo vide kout zam sou mounn yo, san paspouki. Menm fann ansent ak ti mounn tou piti pèdi lavi yo. Selon sa nou jwenn deja, se plis pase 70 mounn ki mouri epi yo boule 45 kay ak 34 machin avèk 16 lòt ki blese. Lopital Sen Mak pa gen ase plas pou mete mounn ki blese.

Atò poukisa nou konprann bandi yo fè tout dega sa a? Paskè chofè machin ak motosiklèt nan zòn nan refize peye pou jwenn pasaj sou Route nationale No. 1 an. Anpil pami yo fè rout dekoupe pou yo pa peye. Alò, chèf gang « *Gran Grif* » la di l ap bay mounn yo youn leson yo p ap janm bliye. Yo chwazi lè mounn yo ap dòmi, epi vè 3 zè nan maten, 4 oktòb la, anvan solèy leve, yo pase alakasyon, yo blayi mounn atè, san rete.

Epi nan vandredi, Premye minis la, Garry Conille, te debake Sen Mak, pou l al lopital piblik « *Saint Nicolas* » a, pou konsole mounn yo ki sibi anba gwo masak sa a. Nou menm, nou rele : « *Abraam di sètase !* » Ba gay yo pa ka kontinye konsa.

**Sitiyasyon an mande plis pase konsolasyon, fòk gouvènman an pase alakasyon**

Se pa sèlman konsolasyon pou l

vin bay. Ni tou se pa bèl pawòl ase, ke l kondane zak la. Se pa sèlman sa nou li nan kominike gouvènman met deyò : « *Face à cette situation dramatique, le gouvernement a immédiatement pris les dispositions nécessaires*

*Youn avyon ameriken k ap debake blende Potoprens. Nou pa konnen si se sa yo y ap voye Latibonit yo.*



*pour renforcer les capacités opérationnelles de l'Hôpital public Saint-Nicolas de Saint-Marc . . .*

». Se pa sèlman mobilize gwoup polis spesyal, menm polisye ki nan « *Mission Multinationale de Sécurité* » peyi Kenya a ki nan peyi a depi mwa jen, ki kite Pòtoprens pa larout, pase nan *Route nationale No. 1 an*, menm pase pa Kanaan nan lasware 3 oktòb pou vin 4 oktòb pou yo rive nan Depatman Latibonit. Ni tou se pa kesyon de lòt polisye ki rive abò elikoptè, vin bay ranfò. Paskè

pwòl sa a, gang yo te deja etabli katye jeneral yo, depi dat premye jen, nan Matisan, sou Route nationale No. 2 a, anvan yo te menm ansasinen prezidan Jovenel Moyiz (Jovenel Moïse). Epi yo te koupe trafik ant kapital la ak 4 depatman jeografik nan Sid ak Sidès peyi a. Chofè temerè, ki te pran chans pase pa Matisan t oblije debouse kòb pou peye bandi yo.

Dayè, mwen sot repete bagay sa a pou gwo chabrak Wachin

tonn yo pran men yo nan kesyon an epi bay sekilfo pou regle ak gang yo, paske yo gen anpil responsablite nan sa k ap pase lakay la. Nan piblikasyon yo rele « *Latin America Advisor* », ki pa rèt lèndi, 7 oktòb la, mwen di koze a byen klè pou yo. Yo pa bezwen met nan tèt yo ke pral gen bonjan eleksyon ann Ayiti, dekwa pou vin gen youn gouvènman demokratik ki pran manyèt la nan dat 7 fevriye 2026, jan yo te kwè sa te pral fèt. Bliye sa. Tou total kesyon gang nan pa regle, pa gen kras eleksyon k ap fèt. Si

n tande eleksyon fèt, nou mèten konnen se youn bouyi vide, ke se kandida gang ki pral anchaj Palman. Ala kote w ka wè se Ayiti. Men gang ki pral an pozisyon pou ekri lalwa pou gouvènman peyi a !

**Li pa janm twò ta pou yo sispann fè tèt di epi deklare lagè kont gang yo**

Kounnye a, se lagè kont tout gang nan peyi Dayiti. Yo pa t kou

te m depi nan lane 2021, se pou-tèt sa gang an kontwòl kapital la, Pòtoprens. Se plis pase 80 pou san (80%) lavi la ak ozanvirown ke yo kontwole, selon pwòp rapò Nasyon Zini (ONU), epi depi lane 2021 yo blayi nan plizyè lòt kote, sitou nan Depatman Lati bo nit la, jouk yo arive fè gwo masak sa a, ki resi souke tout gwo chèf yo.

Mwen di Premye minis la ak tout Konsèy prezidansyèl (CPT) 7 tèt, 2 zòrèy la, se pa le mounn pou n nan pale anpil. Se pou yo pase alakasyon. Sa ki mouri zafè a yo. Nou pa ka sèlman rete nan pale anpil. Paskè se pou sa gouvènman an te mande pou Etazini ak lòt peyi nan ONU vin pote yo sekou. Se pa touris polisye Kenya yo ak 2 zou 3 lòt ki soti Ja mayik ak nan lòt peyi vin fè ann Ayiti. Se pou kesyon gang nan yo vini. Alò, sa k pase *Pont Sondé* a mande pou otorite Leta vin etabli toupatou nan peyi a, pou pèp la sispann mouri pou dan griyen. Jan pawòl lakay la di, se « *Grenadye alaso, sa ki mouri zafè a yo !* »

Make sa m di nou an, si pa gen mobilizasyon jeneral pou regle kesyon gang nan jansadwa, toutalè p ap gen ni Premye minis, ni Konsèy prezidansyèl, paske gang yo ki vin ap travay ansanm, ki rele òganizasyon yo « *Viv Ansanm* », soti pou yo vin pran plas tout otorite Leta nan peyi a. Da yè, yo bay plizyè egzanp ke yo p ap fè bak, amwens ke yo jwenn bonjan rezistans, ki oblije yo fè bèk atè. Bagay yo pa ka kontinye jan nou wè l la. Pinga yo di nou pa t avèti yo. Sa m wè pou yo Antwàn nan Gonmye pa wè l !

TiRenm/  
Grenn Pwonmennen  
raljo31@yahoo.com

# INTERVIEW ELLIOTT ROY

## Des policiers kényans pour pacifier Haïti..

### « Une fumisterie ! », estime Elliott Roy

Suite de la page 5

ur accéder à des postes de responsabilités dans l'administration. L'affaire me ne date pas d'aujourd'hui, disons que cela continue.

**H.O :** Qu'est-ce qui vous frappe dans toute cette situation haïtienne ?

**E.R :** : Ce qui me frappe, c'est qu'il n'y a pas de volonté de la part des dirigeants actuels de résoudre vraiment le problème du pays. On parle de souveraineté, moi je parle plutôt de patriotisme. Il n'y a pas de patriotisme parmi les élites politiques haïtiennes. Il n'existe plus ! Ces gens (au pouvoir) sont des affairistes. C'est peu de dire qu'on est en plein chaos. Le pays n'est plus dirigé. C'est d'ail leurs l'équipe dirigeante d'Ariel Henry qui a reconnu qu'elle n'avait plus aucun contrôle sur la plus grande par-

tie de la zone métropolitaine, au point de considérer que ces zones sont des territoires perdus !

La situation est pire que celle existant en 2010 après le tremblement de terre. A l'époque, les gens savaient ce que signifiaient solidarité, entraide. Maintenant, c'est le règne des cannibales, des incendiaires, des pillards, des tueurs et des violeurs... Face à ce désastre humanitaire, on nous propose une assistance policière là où il faudrait, comme disaient les technocrates internationaux, une force militaire robuste d'assistance, notre embryon d'armée comme maître d'œuvre, en même temps qu'une assistance humanitaire de court et moyen terme.

**H.O :** Le régime du président Dumasais Estimé (1946-1950) est celui qui retient le plus votre attention dans l'histoire contemporaine du pays. Qu'est-ce qui le distingue de ses suc-

cesseurs à vos yeux ?

**E.R :** Quand Estimé est arrivé au pouvoir, j'avais dix ans. C'est quand même à cet âge que j'ai commencé à m'ouvrir aux idées politiques. A l'époque, je n'habitais pas loin du Lycée Pinchinat et les cortèges d'activistes lycéens passaient devant chez moi. J'essayais de comprendre leurs slogans en dehors de « Vive la grève ! ». Durant tout le règne d'Es ti mé, j'étais sensibilisé à des expressions comme : travailleurs, paysans, ouvriers, artisans.

La première fois que j'ai quitté ma province pour me rendre à la Capitale, c'était pour visiter l'Ex position du Bicentenaire de Port au Prince. J'ai été émerveillé par cette belle réalisation dont on m'a appris qu'elle était l'œuvre du président Estimé. On m'a parlé de la ville frontalière de Belladère, la libération financière, du projet de l'ODVA (Organisme de développement de la vallée de l'Artibo

nite). C'était le temps des plans quinquennaux, il y avait des techniciens au gouvernement qui pensaient pays. Estimé donnait la preuve qu'Haïti avait à sa tête des dirigeants qui travaillaient à son développement. J'étais déjà lycéen quand Estimé est mort à l'étranger, après avoir été déposé par une junte militaire, pour avoir voulu prolonger son mandat, dit-on ! Pour la première fois de ma vie, je voyais des hommes en train de pleurer, je suis donc allé demander aux aînés pourquoi ces adultes étaient en train de pleurer, ils m'ont appris qu'ils pleuraient la mort d'Estimé. Pendant des semaines, mes professeurs arboraient un ruban noir à leurs vestes en signe de deuil pour rappeler sa disparition. Là, j'ai commencé à me demander qui est cet homme au juste ?

C'est ainsi que j'ai mieux appris ce qu'il faisait. François Duvalier, en endossant le « chabrak » ou la casa

que d'Estimé (que lui conseillait de retirer de son dos à l'époque Da niel Fignolé) pour se présenter aux élections présidentielles de 1957, était sûr de capitaliser sur son héritage. Son slogan de campagne, c'était « l'estimisme revu, corrigé et augmenté ». Cela lui a certainement servi, mais ce qu'il en a fait par la suite, c'est une autre question. Estimé représentait vraiment quelque chose. Par rapport à ses successeurs, c'est le seul gouvernement qui a essayé de mettre Haïti sur la voie du progrès pendant son mandat. Personnellement, je reconnais que, mis à part Leslie Manigat, qui a été, malheureusement, un président presque éphémère, aucun autre chef d'État haïtien n'a marqué aussi positivement son passage au pouvoir que lui. On peut citer, à la rigueur, Jean-Bertrand Aristide, un brouillon qui n'était pas préparé à l'exercice du pouvoir.

# HAPPENINGS!

Continued from page 1

## Who, really, is Haiti's leader, recognized internationally?

Now after six months of cohabitation the relationship among the presidents is not what it should be, especially since three of the voting members have been implicated in corruption, asking for the hefty bribe of more than \$750,000, from the chairman of the board of the government-owned National Bank of Credit (French acronym BNC), to keep his post.

Moreover, between the presidents and the Prime Minister, there's some animosity, which was in full view last month during the United Nations General Assembly in New York, when more than one delegation came to represent Haiti. Instead of the actual president then of the rotating presidency, who should have headed the delegation, it was the Prime Minister who arrived in time. But President Edgard Leblanc Fils (Jr.) failed to get State Department security in time. Meanwhile, Leslie Voltaire, who was to succeed Mr. Leblanc in the presidency, managed to arrive at the UN, on time, by taking a free ride in the aircraft of Kenya's President William Ruto, who had taken a detour to Haiti, before arriving in New York. He was in Port-au-Prince to visit a contingent of his country's police officers in Haiti, heading the international Security mission since the beginning of June.

Mr. Voltaire met UN Secre

tary General António Guterres and presented himself as Haiti's president. But he was not welcomed at a meeting that the Prime Minister had arranged with Brazilian President Luiz Inacio Lula da Silva. Finally, the State Department provided security for President Leblanc, who arrived three days late, but in time to address the General Assembly on September 26. His speech is considered top notch by almost all Haitians. He was really a great defender of his country. When he returned to Haiti on Sunday, October 29, Prime Minister Conille, who preceded him back home, headed the delegation which welcomed him at the Port-au-Prince international airport.

A week later, this past Monday, October 7, his 6-month mandate ended, and as expected, he was replaced by Leslie Voltaire. Though Mr. Leblanc didn't offer his resignation, he was recalled by the group he represents in the CPT. That's the Collective of January 30 Political Parties. Protesting the presence of the three presidential councilors implicated in the corruption still in office, Mr. Leblanc didn't attend the ceremony, on Monday, when Mr. Voltaire was sworn into office.

Prime Minister Conille was not at the event either. Unexpectedly, on Saturday, October 5, it was announced that Mr. Conille left Haiti on a trip to Kenya to meet President William Ruto, then to the United Arab Emirates, ostensibly to get additional security assistance, in the aftermath of the gang massacre at Pont Sondé,

in the Artibonite region, three days earlier, when more than 70 people were killed, many more wounded, 45 residences and 34 vehicles burned.

Will Garry Conille be returning to Haiti? Not to be forgotten, on February 29 this year, when his predecessor, Ariel Henry visited President Ruto, to sign the documents regarding the deployment of the Kenya-led international Security mission, he never returned to Haiti. For, the gangs who had taken control of Port-au-Prince's International Toussaint Louverture Airport, had warned that he would be arrested on landing. Thus ended the mandate of the de facto Prime Minister, who had been installed in office, on January 20, 2021, via a tweet of the CORE Group syndicate of Western ambassadors in Port-au-Prince.

Is Garry Conille's absence from Haiti now, a ploy to save him from the worst, were he to return to Haiti where he's not facing the gangs per se, but his competitors for absolute power? That brings into mind what he said in June when he was swearing in his cabinet. His main task was providing security for the country. And in the same breath, he added, "My top priority will be attacking corruption." He has not succeeded in accomplishing neither one, nor the other.

## \*What's the significance of Leslie Voltaire as new TPC president?

As mentioned above, on Monday, Leslie Voltaire became the new

president of the TPC monster of governance in Haiti. For those who may not know, he's the representative of *Fanmi Lavalas*, the party of former President Jean-Bertrand Aristide, who's been pulling strings behind the scenes, since his return to Haiti in 2011, from his second exile, in South Africa.

Now Aristide, via Voltaire, will be the power behind the throne. Will he be tempted to present himself again as Haiti's savior, just as he did when, the poor priest of the St. Jean Bosco Catholic parish, arguably the poorest one in Port-au-Prince, was pushing liberation theology? With his fortune publicly pegged at \$800 million, allegedly from drug trafficking and high scale corruption, he could try to buy his way into power, to the detriment of the country. For we've seen him at work, destroying the security apparatus that the Haitian Armed Forces represented and introducing his private gangs, known as *Chimères* (Ghosts), the precursors of the current gangs that have been sowing death and desolation at all levels of society. God save Haiti!

## Deportation of thousands to Haiti by the Dominican Republic

We couldn't close without alerting the world about what Dominican President Luis Abinader is undertaking currently. He announced that he will be deporting 10,000 Haitians every week to Haiti. Forget that among them there will be many who were born in Dominican Republic.

That's how the new would-be Dominican despot is celebrating the 87<sup>th</sup> anniversary of the so-called "Parsley Massacre" of Hai

tians, in October 1937, by the dictator Rafael Leonidas Trujillo y Molina, who said Haitians were invading his country, first establishing themselves in the north-east border area near Ouanaminthe, where the Massacre River separates the two countries for a few miles of the 224-mile border. Then, more than 20,000 Haitians were killed with gunshots, chopped with manchettes and children thrown in the air and landing on bayonets.

This time, I understand there's no asking Haitians or Haitian-looking individuals to pronounce "Parsley" which most can't say in Spanish by rolling the "r" on the tongue, as was done in 1937, with the word "*Perejil*" in Spanish.

While the Dominican officials are deporting 10,000 Haitians a week, the Biden administration also resumed the deportation of Haitians to Haiti, at a time that the country is undergoing all sorts of crisis. Where are the human rights organizations to come to the rescue? And were Donald Trump to become president again, in the upcoming election of November 5, he's already threatened to deport Haitians by the thousands. Is President Biden's administration trying to take the lead in showing that he, also, feels that Haitians are eating the cats and dogs of their neighbors in Springfield, Ohio? Haitian American voters everywhere, make yourselves heard in the upcoming election by voting for the Kamala Harri/Tim Walz ticket, for both candidates show they're more sensible when it comes to human rights.

RAJ

raljo31@yahoo.com

# Silences et complicité assassines des élites

Par Garaudy Laguerre

On peut décider, soit par dégoût, désespoir, accablement ou démoralisation, de ne plus parler politique, de ne plus se prononcer publiquement sur les affaires de la nation. Cela pourrait être compréhensible, mais il existe des silences qui deviennent de la complicité passive.

Cette complicité contribue, d'autant plus à tuer une nation, que ceux qui s'en rendent coupables pourraient bien se voir réserver une place particulière en enfer. Si l'enfer n'est pas déjà ce que nous vivons en Haïti, c'est précisément à cause de nos silences et de nos complicités passées.

C'est ce qui me pousse à partager ces quelques réflexions sur nos paradoxes, sans pour autant faire de grands discours, comme dirait Aragon\*, ici et « *là-bas où le destin de notre siècle saigne* ».

Mais ce n'est pas seulement notre destin qui saigne. C'est aussi notre humanité qui est sans cesse mise en cause, déchirée, écorchée, piétinée. Et cela, malgré le fait que nous ayons sauvé l'humanité du pire crime de son histoire. Sinon, quel est l'intérêt des puissants du monde et de

nos voisins à continuellement chercher à humilier un peuple, une nation qui n'a fait aucun mal à autrui, sinon que d'avoir montré le chemin du soleil et de la liberté ?

Il nous faut accepter une vérité amère : s'ils ne nous sont pas reconnaissants de les avoir affranchis de leurs propres crimes et forfaits, commis pendant des siècles, c'est qu'ils ne se sont jamais repentis. Et, comme ils s'évertuent à le prouver régulièrement, ils ne sont pas nos amis.

Ne soyons ni étonnés, ni sur la défensive, lorsque nous sommes accusés d'être le quatrième « *H* » de la pandémie du SIDA. Lorsque notre île pourrait s'effondrer, sous l'œil indifférent de nos voisins ; lorsque nous sommes traités de « *pays de merde* » par ceux qui gèrent les fonds de la CIRH ; lorsque tout cela est dit publiquement ; jusqu'à devenir des « *mangeurs d'animaux domestiques* », sur le sol et sous l'œil des « *tueurs champions de la démocratie* ».

Soyons clairs et soyons fiers : notre plus grand défaut, c'est que nous sommes Haïtiens !

Diversité culturelle et culinaire oblige, il faut reconnaître que l'animal de compagnie des uns est parfois le repas des autres, et même, parfois,

un mets recherché. Chiens, chats, couleuvres et rats sont servis dans de nombreux pays asiatiques. Cependant, aucun Asiatique ne voyage pour cibler les animaux de compagnie des autres, dans le but d'en faire son repas, tout comme aucun Haïtien ne le ferait.

La campagne de dénigrement, dont nous faisons l'objet, n'a donc rien à voir avec la protection des animaux. Il s'agit simplement de désigner une cible à une partie de la société américaine, *suprémaciste*, raciste et arriérée. Lorsque certains pays ou courants politiques sont en crise, ils offrent toujours à leur population, un ennemi vers lequel déverser leurs frustrations et leurs haines. Les Allemands l'ont fait avec les Juifs, avant la Seconde Guerre mondiale, puis avec les Turcs, après le Plan Marshall. La République dominicaine le fait de manière permanente et meurtrière contre les Haïtiens.

Mis à part quelques voix bien intentionnées, la défense ponctuelle des Haïtiens par l'establishment démocratique n'est qu'un jeu politique. N'oublions pas qui nous a imposé certains présidents et tant d'autres absurdités. Ils nous ont imposé Martelly, mais ne souhaitent pas avoir

Trump ? À croire que ce qui « *nous convient* » ne leur convient pas du tout ! Mieux vaut en rire, même si ce n'est pas drôle...

Ici, il ne s'agit pas seulement de dénoncer nos détracteurs extérieurs.

Il faut reconnaître que si nous sommes devenus une proie facile, un pays mené à la destruction et suscitant de la pitié, c'est parce que toutes nos élites, sans distinction, ont abdiqué et se sont transformées en collaborateurs volontaires, serviteurs de la peste.

Les élites économiques, pour la plupart, n'ont aucun sentiment d'appartenance à la nation haïtienne. Sans distinction ou non, elles continuent de maintenir leur hégémonie économique sur le pays. Aucune initiative collective pour répondre aux sanctions, aucun geste de repentance envers la Nation. Elles savent qu'elles sont, non seulement des alliées sûres de la ruine du pays, mais qu'il n'y a pas de meilleurs courtiers qu'elles, véritables « *animaux* » domestiques. Si l'accusation d'être l'élite la plus répugnante du monde n'a ni blessé leur orgueil ni empêché leur retour aux affaires, sans prise de conscience, ce ne sont pas des sanctions qui les arrêteront. Ce n'est qu'une

tache passagère à leur réputation, une pause temporaire qui les tient à l'écart, tout en gardant leurs mains dans la poche de l'État ou de la Banque nationale. Elles resteront à l'écart, observant la destruction continue du pays par ceux qui ont pris leur relève : les gangs qu'elles ont armés et financés, les Premiers ministres (PM.) et certains Conseillers présidentiels de transition (CPT). Tous, faisant partie de la même équipe de ce jeu macabre, jouant pour le même entraîneur, avec un seul objectif : éliminer Haïti.

*Nous sommes devenus l'exemple parfait du « pitimi san gadò » (le grain sans gardien).*

Nos élites politiques, pour la plupart, sont des serviteurs de causes funestes, domestiqués, sans vision, sans conscience, sans foi ni loi. Beau coup ont finalement prêté serment à l'apatridie pour le privilège de jouer les clowns dans le cirque américain. Bien sûr, il est grave et désolant de devoir collaborer à une formule de présidence à sept têtes, pratiquée dans certains pays d'Afrique postcoloniale. Ce qui est une insulte, même à l'essence de ce qu'est Haïti, à ce

Suite en page 9

# NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

## Quand la justice s'allie aux gangs pour dévaliser des citoyens

Il s'agit de faits réels, pas d'une histoire fabriquée à des fins inavouées. Wilbert Dauphin, dont la maison se trouve à Fermathe 52, Route de Kenscoff, ne peut plus garder le silence sur son sort. Il est victime de gangs au niveau de la justice haïtienne.

Ses déboires ont commencé en 2009 et empiré en 2017. Quand il avait tout oublié d'un passé néfaste, le 28 août dernier, il a été, de nouveau victime du système haïtien, dont d'autres s'en plaignent aussi.

Ainsi, nous lui accordons la parole, espérant que les autorités constituées se penchent sur ce problème, surtout quand Haïti, dans la tourmente actuellement, on voudrait croire à des actions spectaculaires à entreprendre afin d'attirer la diaspora haïtienne, qui pense pays. D'ailleurs, certains, appro-

chant l'âge de la retraite, conçoivent même un retour à la terre natale.

### Un témoignage éloquent

Ainsi, nous laissons parler M. Dauphin : « Le 23 juillet 2017, alors que j'étais en Floride pour des soins de santé, une amie m'appelle d'Haïti pour m'annoncer qu'on est en train de me déguerpir. Un juge de paix, accompagné d'une quarantaine de policiers lourdement armés et d'un groupe d'hommes de peine s'acharnent à mettre tous mes effets dans la rue, sans ménagement pour les objets personnels. Ils ont verrouillé la barrière avec leur propre cadenas.

« J'étais obligé de rentrer, le lendemain, par le premier vol, et c'était pour aller séjourner chez des parents. Cette situation a duré

trois mois. J'ai dû engager un cabinet d'avocats, qui m'a rétabli dans mes droits de propriétaire. Le cabinet a pu obtenir un jugement annulant le jugement de 2009, et un juge de paix est venu me réintégrer dans ma maison ».

Mais, actuellement, en Haïti, sous le contrôle de gangs à sa pates, ainsi que ceux à cravates, on doit s'attendre à des surprises à tout moment. C'est que, sous la « présidence à sept têtes et deux oreilles » et d'un Premier ministre sorti des rangs des Nations Unies, les voleurs de grand chemin ont la partie belle. Et Wilbert Dauphin nous raconte.

« Cette année », commence-t-il, « le 28 août écoulé, un juge de paix est venu me déguerpir, brandissant le même jugement de 2009. Il était accompagné d'un huissier, Sergio Luca, d'un groupe

de policiers, toujours lourdement armés, et des hommes de peine, qui ont démenagé et emporté tout ce qui pouvait entrer dans leur sac à dos. J'ai présenté au juge de paix l'ordonnance annulant leur jugement de 2009. Il n'en a pas fait cas. Tout ce que j'ai pu obtenir c'est un référé pour le 3 septembre (2024).

« Le jour venu, l'huissier n'a pas mis les pieds au tribunal. Le juge des référés l'a vraiment attendu. Le soi-disant mandataire, Edner Mathieu, ainsi que l'huissier sont en cavale.

« Dans le cadre de cette affaire, on a arrêté l'inspecteur de police de Thomassin 25, un certain Edgard Aléus qui, lui aussi, s'adonnait à la même pratique de vol de maisons, avec l'aide des policiers, sous les ordres (de qui ?). Dans la même semaine, Edner

Mathieu et ses acolytes ont déguerpi une dizaine de maisons à Fermathe 52. Ils prétendent posséder une certaine quantité de carreaux de terre que la famille Cupidon avait reçues en don du président Pétion et qu'il voulait les récupérer. Cela crée une certaine instabilité dans la zone et envoie une image vraiment négative sur le pays qui, déjà, souffre de tant de problèmes ».

Que les autorités gouvernementales se penchent sur ce problème de « voleurs patentés » s'apparant de maisons. Ils ne sont que des gangs à cravates alliés à des juges de paix, des huissiers, et ayant des policiers gangsters dévoués à leur cause, sans doute bien rémunérés !

**Pierre Quiroule II**  
raljo31@yahoo.com

## CHANGEMENT DE GARDE À LA CPT SANS PASSASION DE POUVOIR

# Leslie Voltaire succède à Edgard Leblanc Fils

## Les trois conseillers présidents signataires du décret...

Suite de la page 1

oltaire, qui doit rester en poste, en tant que président du CPT jusqu'au 7 mars 2025, quand il sera remplacé par Fritz Alphonse Jean, représentant de l'Accord de

constance, Leslie Voltaire fait appel à l'unité, à l'entente et à la collaboration entre les membres de l'organisme présidentiel et les différentes institutions qui forment le gouvernement intérimaire. Il a beaucoup insisté sur l'obli-

ment intervient dans un contexte où, M. Augustin, impliqué dans un scandale avec deux autres conseillers présidentiels, Louis Gérald Gilles et Emmanuel Vertilaire, ont été accusés par Raoul Pierre-Louis, président du Conseil d'administration de la Banque nationale de crédit (BNC), d'avoir exigé de lui le versement de 100 millions de gourdes pour le maintenir en poste.

### Les trois conseillers épinglés signataires de la résolution modifiée

Bien que, à la suite de l'enquête approfondie sur les actes des trois conseillers épinglés, dans le scandale de corruption, au détriment de la BNC, l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC) recommande que « l'action publique soit mise en mouvement », contre Gilles, Augustin et Vertilaire, ces derniers ont porté leurs signatures aussi sur le document que, dans un premier temps, Edgard Leblanc Fils n'a pas signé, et qu'ensuite il s'est gardé de participer à la cérémonie d'investiture de Leslie Voltaire.



La veille de cette cérémonie, le président sortant, dans une intervention publique, a révélé les raisons pour lesquelles il a omis de signer la résolution du 7 octobre 2024. Il s'est déclaré opposé à

du gouvernement, Rameau Normil, directeur général de la PNH, ainsi que des représentants diplomatiques.

De l'avis de nombreux observateurs, la présence des trois



Le conseiller présidentiel Smith Augustin ne sait pas se que l'avenir li réserve.

Montana.

Le mandat de Leslie Voltaire porte, notamment, sur l'organisation des élections générales et la mise en œuvre des réformes inscrites dans le cadre de la transition politique que le CPT a pour mandat d'exécuter.

Bien que la prestation de serment se soit déroulée dans un contexte de division, au sein du CPT, dans son discours de cir-

gation de rassurer le peuple et de rétablir sa confiance dans les organes étatiques, mettant l'accent d'une manière spéciale sur la tenue des élections, dans les délais retenus dans la feuille de route du gouvernement intérimaire.

Selon la résolution du 7 mai, Edgard Leblanc devait avoir pour successeur Smith Augustin, qui devait prendre les rênes de la présidence, à cette date. Ce change-



Le conseiller présidentiel Emmanuel Vertilaire, aussi visé par la Justice.

la présence de MM Gilles, Augustin et Vertilaire dans le CPT. Selon lui cela engage le pays dans la mauvaise direction. Il n'entend pas, dit-il, cautionner une situation qu'il juge contraire au bon fonctionnement du pays.

La prestation de serment de Leslie Voltaire s'est déroulée en présence de Carlos Hercule, ministre de la Justice et Premier ministre a.i., représentant le chef

membres du CPT indexés par l'ULCC fragilise l'institution, dont on doute de la capacité de maintenir l'équilibre nécessaire pour assurer la bonne marche des institutions de l'État indispensable pour garantir la cohésion administrative. D'aucuns prévoient d'autres défis encore plus graves que ceux auxquels le pays se trouve présentement confronté. **L.J.**



Suite de la page 12

niveau, allant jusqu'à une préparation pour une future carrière de professionnels, incluant même un apprentissage poussé des langues, française, espagnole, anglais, et même la tenue d'interviews, la discipline et la rigueur nécessaires pour la vie du sportif de haut niveau. Cela explique que les joueuses ont été très performantes et se sont imposées à l'étranger et étaient alors très recherchées, surtout après le Mondial U20 FIFA-2018.

Ce n'est pas sans raison que beaucoup de pays n'arrêtent pas de solliciter des clubs féminins haïtiens pour des joueuses à di vers postes, mais la nouvelle Fédération a arrêté ce beau programme et a fermé Camp Nous, et surtout toutes les quatre-vingt-sept académies qui fonctionnaient partout dans le pays, même dans des zones sans violence sans aucune raison ; une catastrophe, d'autant que le programme allait être renforcé, grâce à un accord ambitieux, révolutionnaire FHF-État haïtien signé avec le président Michel Martelly, en février 2016, donc peu avant

la fin de son mandat. Le programme allait ainsi disposer de plus de ressources financières pour renforcer le



L'équipe féminine de Corée a gagné la Coupe du monde féminine U20, en Colombie 2024, le mois dernier, déjà trois titres de champion du monde.

travail !

Haïti était ainsi devenue une

nation très performante, se permettant, chez les jeunes, de tenir tête face aux USA, nation no. 1 au monde, en

football féminin ! C'était crucial pour le pays, car le football est un

facteur très important pour les pauvres et est crucial pour combattre la misère, l'exclusion et la pauvreté battant leur plein, dans le pays, Haïti commençait à devenir un grand pays formateur et exportateur de footballeurs et de footballeuses !

### Haïti préparait une grosse sélection pour ce Mondial U20 de 2024

La Sélection nationale féminine d'Haïti U20, championne de la Caraïbe U14, en 2019, que la FHF préparait depuis 2017 pour jouer la Coupe du monde U-20 FIFA-2024, renvoyée de Camp Nous. Aujourd'hui, les joueuses sont éparpillées aux USA, com me toutes les autres sélections féminines haïtiennes. La FHF avait déclaré forfait pour les éliminatoires déroulées à Curaçao, l'année dernière. Un gaspillage de talents, que convoitaient de grands clubs européens d'Espagne, d'Angleterre, de France. La jeune Saint-Louisienne Cyriaque, qui avait, à elle seule, marqué 24 des cinquante-quatre de la Sélection Haïtienne, vit quelque part, aux États-Unis, a arrêté de jouer au football depuis fin 2020.

Lorsque les nouveaux dirigeants nommés par la FIFA, et qui n'aiment pas le football, ont envoyé les joueuses pour les vacances de fin d'année de 2020, ils ne les ont pas rappelées. Le prétexte d'insécurité ne tient pas, car les bandes armées, présentes dans la zone, depuis longtemps, et dans le pays, n'ont jamais attaqué, ni inquiété les activités de football. D'ailleurs, pourquoi alors n'avoir pas réinstallé chaque groupe d'âge de talents dans d'autres régions du pays ? Dans aucun pays, en proie à des violences pareilles, on n'arrête jamais le sport, surtout la formation de jeunes, équivalant à augmenter la violence, à jeter l'huile sur le feu ; et régresser en sport, après tout, le dirigeant est choisi pour sa compétence et sa capacité de réfléchir pour prendre des décisions opportunes, en vue de résoudre toutes les difficultés. La mission d'un dirigeant de sport étant de faire pratiquer les athlètes, nulle part dans le monde le sport ne s'arrête jamais, d'autant que ce n'est pas tout le territoire d'Haïti qui est en feu !

J.B.

Suite de la page 12

ses crampons — c'était avant un match de football — la flamme de ma passion pour ce sport s'est alors allumée. À tous ces gosses qui vivaient dans la maison de ma grand-mère et à tous ceux avec

qui je jouais au football dans le quartier, Mes professeurs, mes camarades de classe et mes amis de l'École Saint-Pierre Claver. Je leur donnais du fil à retordre en bavardant pendant les cours, mais ils me supportaient toujours. À tous mes condisciples du

Centre d'Études Secondaires. Je vous suis reconnaissante pour le soutien que vous m'avez apporté tout au long de ces années. À tous mes collègues. Beaucoup d'entre vous sont devenus des amis pour la vie. À mes coéquipières de football et à la grande famille des

Tigresses. Je suis si fière d'en avoir fait partie ! »

En souhaitant que la vente signature, le 20 octobre, soit un événement qui permette à cette discipline de retrouver sa splendeur de toujours et renaissance de sa récente destruction, où aucun

match n'a été joué depuis cinq saisons.

Cette vente signature sera une opportunité pour beaucoup d'Haïtiens de se rencontrer, de ressasser des souvenirs pour aider le football à redémarrer.

# Silences et complicité assassines des élites

Suite de la page 1

que nous avons été, à ce que nous sommes encore, malgré nos déboires passés et présents, et malgré ce que nous sommes en train de devenir.

En politique, il est parfois possible de trouver des circonstances à ténantes pour excuser nos politiciens corrompus et nos opportunistes de circonstance, mais comment expliquer notre niveau actuel de déchéance ? Il y a treize ans, la Nation avait condamné une assemblée parlementaire pour avoir ratifié un Premier ministre qui ne remplissait au cun des conditions requises pour cette fonction. Au jourd'hui, c'est un conseil présidentiel de sept membres qui ratifie un Premier ministre dans des conditions encore pires, avec l'encadrement de la communauté internationale. Un Premier ministre qui n'a même pas eu la décence de rentrer au pays avant sa nomination. À l'époque, les parlementaires avaient été accusés d'avoir reçu de l'argent. Au jourd'hui, il semble que les conseillers présidentiels n'aient reçu qu'un coup de fil... Ainsi, entre la corruption et la servitude, nos conseillers présidentiels ont choisi l'asservissement volontaire. On peut penser que même les esclaves domestiques, par le fait de n'avoir pas choisi leur condition, pouvaient avoir une certaine autonomie de pensée.

Mais attendez, ce Premier ministre s'était opposé à Martelly, donc il doit être compétent, nous dit-on. De plus, il serait le seul sur la planète capable d'organiser des élections. Pourtant, une de ses premières grandes déclarations, après avoir déclaré qu'il n'avait pas conscience des problèmes du pays, a été qu'il ne pourrait pas organiser les élections. Voici donc un Premier ministre nommé, dans des circonstances aussi douteuses que douloureuses, qui affirme ne pas pouvoir accomplir son seul mandat, mais qui reste encore en poste. Il est doublé d'une chancelière, une « one-hit wonder », dont un seul discours lui a valu tous les honneurs, jusqu'à être envisagée, dans certaines sphères comme future présidente... Et si elle ramenait au pays l'original de la constitution de Dessalines, après avoir pleuré dessus, même le parti Pliit Des salines serait mis hors-jeu. Comme dit le proverbe : « À quelque chose malheur est bon », mais ici, le malheur semble simplement se reproduire.

Les élites intellectuelles, qui de vraient être le fer de lance de tout mouvement revendicatif, à l'avant-garde de la société civile, et porteurs de projets d'avenir, se sont, depuis quelque temps, livrées à des pratiques et initiatives transactionnelles. Soit en servant les élites économiques traditionnelles, soit en tentant de se substituer aux politiciens, en tant que meilleure option. Elles se sont révélées tout aussi dangereuses et néfastes, pour le pays, que les politiciens traditionnels. Car elles n'ont aucun projet de société propre et sont en compétition pour servir les mêmes maîtres. Le pire, c'est que l'espoir d'une relève améliorée est loin d'être assuré, puisque certains de nos prétendus amis ont mis en place des programmes pour nous dépouiller de nos classes moyennes, en particulier celles formées.

En écoutant le discours dominant de ceux qui sont les plus vœux, et souvent les plus naïfs, on pourrait croire, comme l'ancien ambassadeur américain Brian Dean Curran, que le salut du pays repose sur la diaspora. Pourtant, ils feignent d'oublier que des figures comme Yvon Neptune, Gérard Latortue, Michel Martelly, Laurent Lamothe et même Gary Conille, tous issus de la diaspora, ont joué des rôles pas trop brillants dans nos gouvernements successifs. Au jourd'hui, pour faire taire tous les secteurs, de la droite, du centre, du populisme décevant jusqu'à la gauche sournoise, on nous a offert une présidence multicéphale et une primature macrocéphale. Et nous sommes avertis de ne pas déstabiliser cet équilibre fragile... tandis que les gangs sont là pour en assurer la stabilité.

Qui contrôle vraiment les gangs ?

Les gangs sont un atout majeur, dans la mise en œuvre de la déstabilisation du pays, ainsi que pour certains grands intérêts économiques. Donald Trump a été mis en examen pour une manifestation qui a pénétré les enceintes du Parlement américain et causé un décès ; imaginez s'il avait financé un « pays lock », qui aurait causé la mort de policiers, de civils, et entraîné la fermeture des bureaux de l'État. En Haïti, nous savons tous qui finance ces blocages du pays. Ail leurs, menaçant certains intérêts, ces personnes seraient considérées com me des terroristes ; ici, dans des salons luxueux, on les reçoit, on les embellit et on prend de leurs nouvelles et de celles de leurs familles. Ces mêmes personnes, ainsi que les gangs, font partie du cirque. Nos hommes et femmes éduqués, faiseurs d'opinions, font semblant de l'ignorer, pour ne pas déranger les patrons ni l'ordre des choses. Mais il n'y a rien qui se passe en Haïti que les plus informés n'ont pas déjà observé au Congo, au Mali, au Soudan, ou dans certains pays arabes. Semer le chaos, évacuer la population d'une zone, pour mieux la contrôler et exploiter ses ressources naturelles, n'a rien de nouveau. À Gaza ou à Port-au-Prince, les raisons et les maîtres des cruautés sont les mêmes. Lorsqu'on ne peut pas accuser le pays de posséder des armes de destruction massive, ou de soutenir le terrorisme, on fait appel aux gangs. Comme il n'y a pas de grands conflits religieux sur notre territoire, les ISIS, Hezbollah, Hamas n'y sont pas justifiables ; alors on fait appel à des saveurs locales : Barbecue, Ti Lapli et Izo.

Blague à part, Haïti est vraiment un cas spécial. Ben Laden, Saddam Hussein, Mohamed Kadhafi, Manuel Noriega... des promesses de santé. Mais, en comparaison, Vitelhomme, Lanmò San Jou ? Ces gens sont tellement « intelligents et puissants » qu'on ne peut rien y faire. Il y a même un mandat d'amener et une prime pour la tête de Vitelhomme, mais il reste introuvable, sauf pour CNN, qui a même filmé la route déserte menant à sa résidence, sans chiens ni chats. Un vrai cirque !

Nos médias, pour la plupart, sont devenus acheteurs et vendeurs. Certains journalistes sont devenus des politiciens à micro, des hommes d'affaires de l'information. Et ceux qui détiennent

les fonds publics sont à l'abri de toute critique. Voilà pourquoi, après ce qui paraissait être une tentative de braquage ratée contre la BRH, par des mercenaires, ces derniers sont repartis sous la protection d'une ambassade et du ministre de la Justice, sans bruit ni compte à rendre. Moins de trois ans plus tard, la banque a quand même été piratée, mais il n'y a eu aucun grand titre dans les médias, ni scandale, ni sanction interne, ni investigation de la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ) ou de l'Unité centrale de référence financière (UCREF) de ce qui pourrait être un « inside job ». Au contraire, il n'y a eu que des promotions. Le gouverneur en poste lors des deux incidents est parti en affirmant avoir « la satisfaction du travail bien fait ». Pour qui travaillaient-ils ? Et pour qui travaillent les grands médias ?

Les médias, en plus de leur rôle d'informer, ne devraient-ils pas être la voix critique de la nation ?

Que faire dans une telle situation ? Quelles sont nos options ? Il faut d'abord reconnaître que ceux qui ont contribué à notre déchéance actuelle, ainsi que leurs complices, ne sauraient proposer de solutions salvatrices pour nous aider à nous en sortir de manière honorable. Leslie Manigat avait affirmé que d'autres pays, comme le nôtre, sont dominés, sous influence, et doivent négocier. Pourquoi sommes-nous parmi les seuls à être dans un tel état ? Il suggérait qu'il y avait, dans la société une haine de l'intelligence, de la réussite et de la compétence. Mais il avait aussi probablement compris que ce n'était pas seulement parce que l'international préférerait traiter avec les opportunistes sans conviction et les médiocres qu'ils nommaient eux-mêmes, mais aussi parce que ces derniers, même ceux jouissant d'une certaine popularité ou d'une réputation de gauche, choisissent souvent des individus minables pour les seconds. Rappelons-nous simplement qu'étaient les seconds d'Aristide, de Victor Benoit, de Gérard Pierre-Charles, d'Evans Paul et de Serge Gilles. Des hommes à qui vous n'auriez même pas confié la petite boutique de votre grand-mère. Et pourtant, la plupart d'entre eux sont devenus ministres, Premiers ministres, sénateurs et présidents.

Une récente conversation avec un jeune Haïtien, pour qui « Biden était tombé », m'a rappelé un épisode vécu lors de mon séjour en Afrique du Sud, pendant la lutte contre l'apartheid. Les militants de l'ANC, du Parti communiste sud-africain et de l'Azapo, m'avaient fait remarquer qu'il ne suffisait pas de confronter l'international. Pour mettre fin à l'apartheid, il fallait également affronter et gérer les collaborateurs de tous bords, y compris les gangs, certains intellectuels et les politiciens.

Ce jeune Haïtien, que j'essayais de convaincre qu'il y avait encore de l'espoir pour Haïti et que l'abandon n'était pas l'unique solution, m'a répondu : « Oui, mais pour moi, il ne reste qu'une seule alternative à laquelle je ne suis pas prêt ». Après 30 minutes d'insistance, il a finalement lâché le morceau : « Mon cher ami, j'ai toujours pensé qu'Haïti avait une chance de réussir, si l'on se décidait à éliminer certaines personnes de cer-

tains secteurs de la société. Mais j'ai toujours pensé que ceux qu'il fallait éliminer étaient, pour moi, des innocents, des membres des élites dont je connaissais à peine les noms, des riches qui pillent les ressources de l'État, quelques hommes d'affaires inconscients qui contrôlent les douanes et certains ministères ».

Je lui ai répondu qu'il y avait bien des Haïtiens honnêtes, qui partageaient ce point de vue. Et il a continué : « Oui, mais, pour moi, c'est terminé. Je viens de réaliser que nombre de ceux qui devraient être éliminés [ont été au Parlement], sont de hauts fonctionnaires de l'État. Et certains d'entre eux se trouvent même au Conseil présidentiel, où j'ai des amis personnels. Quand on vit dans un pays où l'on pense que certains de ses propres amis doivent périr, mieux vaut partir. C'est peut-être de la lâcheté, mais je préfère être accusé d'avoir mangé les animaux domestiques d'autrui, que d'avoir à éliminer moi-même "nos animaux" domestiques ».

### En guise de conclusion

Haïti reste un phare et la référence pour la fierté de l'humanité, tout au moins, notre partie de l'humanité. Nous avons encore, parmi nous, en Haïti, et ailleurs, toutes les compétences pour reconstruire cette nation, qui nous a été léguée au prix d'historiques sacrifices. L'alternative est de nous résigner à la perte.

Nous sommes devenus un pays dominé et occupé « à l'amiable ». Nous sommes devenus si

impuissants que nous n'avons que des « pays amis ». Tout le monde veut « aider » Haïti, et tout le monde échoue.

Notre souveraineté a été ravie sans un coup de feu visiblement venu de l'extérieur, et nous sommes dans le déni, exigeant que ceux qui ont été triés sur le volet et placés au pouvoir pour nous diriger et pour nous ruiner respectent la Constitution.

Nous sommes prêts à croire et à propager les théories mensonges et formules qui nous affaiblissent en tant que nation, comme : l'esclavage est dû aux Noirs, qui auraient vendu d'autres Noirs ; les Européens ont découvert Haïti, la République dominicaine est l'autre aile d'un même oiseau, les gangs ont chassé Ariel Henry du pays, ou la déchéance d'Haïti est causée, avant tout, par les Haïtiens qui s'entredéchirent.

Nous devons reprendre nos forces, nous rappeler qui nous sommes et qu'il n'y a pas de réussite sans sacrifices, pas de pays sans des hommes et des femmes de caractère pour le construire. Commençons par rejeter la culture de l'aveuglement volontaire et celle du mensonge, telle que le « transgénisme politique », incarné par une mission américaine qui s'identifie au Kenya. À ce jeune Haïtien, je dis : ne l'inquiète pas du sort de tes amis. C'est Haïti qui ne doit pas périr !

Garaudy Laguerre.  
19 septembre 2024

**EXCLUSIVE**

**SIGNING EVENT**

Join us for an exclusive Event!  
Author A. Vertulie Vincent is signing her latest book. Come meet the author and get your book signed. Don't miss out on this unique opportunity.

SUNDAY, OCTOBER 20TH, 2024  
3:00 TO 7:00 PM  
352 HENDRIKSON AVE  
VALLEY STREAM, NY

**JOIN US** ☎ 516-984-9211

A. Vertulie Vincent  
**HERE AND THERE**  
*Μετακόμηση στην Αθήνα*



My journey from athletics to authorship, and everything in between.

# ÉDITORIAL



## Le massacre de Pont Sondé, un carnage prévisible, révélateur d'une vaste conspiration

Il s'agit du carnage perpétré sur la population de Pont Sondé, dans le département de l'Artibonite, dans la matinée du jeudi 3 octobre, par le gang « Grand Griff », basé à Savien et dirigé par Luckson Élan. Le nombre de victimes fixé, dans un premier temps, à 25 personnes, a été vite révisé à la hausse, jusqu'à quatre-vingts victimes, ou même avoisinant cent. Le nombre de personnes tuées ne sera jamais connu, des parents ayant levé les corps de leurs proches morts avant même qu'un juge de paix n'en établisse des procès-verbaux. En tout cas, un bilan officiel a été communiqué par les représentants du Bureau des droits de l'homme des Nations Unis faisant état de 70 personnes tuées.

Incontestablement, les exécutions massives commises par les gangs sur ces communautés n'ont jamais atteint ce niveau auparavant. Autant dire, l'ampleur du massacre de Pont-Sondé dépasse ceux qui ont été jusqu'ici mis au compte des bandits armés, et qui a suscité les réactions des autorités, en sus d'annoncer, mais après coup, des mesures destinées à « poursuivre les criminels jusque dans leurs dernières tranchées ». Face à ce bilan catastrophique de cette tuerie, des interventions en paroles super-musclées des dirigeants ont été émises, surtout pour apaiser des populations justement en colère.

En effet, sur la base du bilan de l'ONU et des autorités locales, ainsi que de la population, il est rapporté que parmi les victimes se trouvent dix femmes et trois bébés, dont un, à peine né au monde, a été massacré avec sa mère et la sage-femme ayant assisté la couche du nouveau-né. Sans oublier plus de seize blessés, parmi eux deux bandits, touchés au moment des hostilités avec des policiers de l'UDMO, basés à Saint-Marc. Les blessés, dont certains assez graves, ont été internés à l'hôpital Saint Nicolas de cette ville.

Au cours de leurs opérations criminelles, les bandits ont incendié aussi quarante-cinq maisons et trente-quatre véhicules. Au nombre des dégâts infligés par les envahisseurs, il faut ajouter les entreprises livrées aux flammes et la valeur des marchandises qui s'y trouvaient. Dans la panique et la confusion générales, des habitants de Pont Sondé, estimés à 8 000, ont fui leurs maisons pour se réfugier sur la place publique où ils se trouvent plus en sécurité que dans leurs résidences, les cibles privilégiés des criminels.

Dans le département de l'Artibonite, dont la plupart des villes et communes sont prises pour cibles, de manière quasi permanente, par les malfrats, n'ont jamais bénéficié d'une attention spéciale des autorités politiques et policières. Aussi les réactions émises par les dirigeants, après ce dernier massacre, sont-elles qualifiées de « pleurs de crocodiles ».

En tout cas, le chef du gouvernement, le Premier ministre intérimaire Garry Conille, s'est prononcé en ces termes : « Aujourd'hui, une fois de trop, nous faisons face à la lâcheté la plus absolue ». Il

devait ajouter : « (...) un crime odieux est perpétré contre toute la nation haïtienne ».

D'autre part, Garry Conille a lancé un avertissement, qu'il croit être « non-équivoque », dans la lignée de ceux qu'il a l'habitude de prononcer contre les bandits, et qui, à ce jour, restent lettres mortes. Aussi, dit-il : « À ceux qui sèment la terreur, je dis ceci : vous ne briserez pas notre détermination. Vous ne soumettrez pas ce peuple qui, depuis toujours, se bat pour sa dignité et sa liberté ».

Et M. Conille a conclu son message par ces propos : « Nous sommes un peuple fort, un peuple qui sait se relever ensemble. Ensemble, nous construirons un avenir où ces actes barbares ne seront plus qu'un sombre souvenir ». Il a ajouté, sur un ton ferme, que justice sera rendue pour les victimes, en sus de lancer : « Haïti se tiendra debout ».

Intervenant, à son tour, dans un communiqué, en date du 4 octobre, Carlos Hercule, titulaire de la Justice et de la Sécurité publique, a déclaré : « Des instructions formelles ont été passées à la Police nationale d'Haïti, afin de rétablir l'ordre et de mettre hors d'état de nuire tous ceux qui sèment la terreur dans le département de l'Artibonite ». Dans le même temps, il a souligné que « Ces crimes ne resteront pas impunis ; et les auteurs et complices seront poursuivis jusque dans leur dernier retranchement ».

De leur côté, les autorités policières ont émis un communiqué, dans les vingt-quatre heures qui ont suivi le massacre de Pont-Sondé, en disant : « Les agents de l'Unité temporaire antigang (UTAG) sont actuellement déployés en renfort pour compléter ceux déjà engagés sur le terrain, afin de traquer tous les foyers des gangs se trouvant dans le département de l'Artibonite ».

Consécutivement à ces déclarations, l'institution policière a apporté des changements au sein du personnel, relevant de leurs fonctions les deux plus hautes autorités policières du département de l'Artibonite. Ainsi, Paul Ménard, directeur départemental de la PNH, est remplacé par le commissaire divisionnaire Caleb Exantus. L'installation de ce dernier a été effectuée, le vendredi 4 octobre, par l'inspecteur général Joany Canéus.

Le lendemain, soit le samedi 5 octobre, le commissaire divisionnaire Max Vital Atis a pris charge comme nouveau chef de la juridiction policière de Saint-Marc, en remplacement du commissaire principal Jude Chéry.

Les nombreux massacres, sans doute jugés de moindre importance par les dirigeants, perpétrés occasionnellement sur les populations avaient entraîné uniquement des changements de personnel, et rien d'autre. Les blindés étaient un matériel rare, au niveau de la PNH, dans ce département. Les maints appels au renfort par des habitants, dont les zones sont tombées sous les attaques des bandits, n'ont jamais résulté en une réplique prompte et opportune de la part de Port-au-Prince. D'ailleurs, les nombreux sous-commissariats de la PNH attaqués et

dont les garnisons, sous armées et inférieures, en termes d'effectifs, ont abandonné définitivement leurs postes. De telle sorte que les zones, désormais privées de la présence policière, sont devenues des cibles récurrentes des criminels. Ainsi s'explique le grand nombre de victimes enregistrées dans cette juridiction, jour après jour.

Quand la PNH laisse ainsi le champ libre aux gangs, qui peuplent ce département, comment ses dirigeants peuvent-ils s'imaginer que ces derniers, des criminels endurcis, soient capables de s'imposer une certaine retenue, par rapport à de tels actes, que les autorités qualifient d'« horribles » ?

Aujourd'hui, après une succession d'attaques criminelles sur les citoyens de Savien, Luckson Élan et son groupe de bandits ont obligé les décideurs de la PNH à changer de stratégie. Après avoir mobilisé des policiers de l'UTAG, dans l'Artibonite, la hiérarchie policière a dépeché, par la route, des policiers des brigades spécialisées et des membres des Forces armées d'Haïti (FAH), en sus de ceux de la Mission multinationale d'appui à la sécurité, sous les ordres du général policier du Kenya, Jeffrey Otunge, dans cette même juridiction, et dont certains feront le trajet à bord de l'unique hélicoptère dont dispose le gouvernement. Avec pour mission de « traquer les criminels jusque dans leur dernier tranchée », comme l'a dit le ministre de la Justice. Pour se faire une juste idée de l'importance numérique des troupes transportées par cet hélicoptère, qui n'est pas de cette catégorie transporteuse de troupes, il suffit de se rappeler que le Premier ministre avait utilisé un appareil semblable, dans le transport de victimes de l'explosion du camion-citerne de Mira goâne. On se rappelle qu'il n'y avait de places que pour seulement neuf personnes. La force dépêchée contre les bandits, dans le département de l'Artibonite, à quinze blindés à sa disposition. Il faut seulement espérer qu'ils tiennent bien la route et ne tombent en panne, comme c'est souvent le cas avec ceux mis en service dans les zones métropolitaine de Port-au-Prince et ses environs.

Ce dernier massacre infligé sur la population de Pont Sondé, par le gang de Savien, soulève des questions. Comment se fait-il que Luckson Élan, qui avait annoncé cette attaque, plusieurs jours d'avance, ait pu mettre à exécution, à la barbe des autorités, alors que les institutions comme la PNH, la présidence et la primature, surtout, disposent d'allocations budgétaires pour financer leurs services d'intelligence ? Par exemple, dans ses réponses aux questions de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC), le conseiller présidentiel Smith Augustin situe ses émoluments et avantages à 25 millions de gourdes/mois. Présument que les huit autres membres de cette structure gagnent, tout au moins, le même montant, cela donne 225 millions de gourdes pour la présidence tournante intérimaire, pourtant personne parmi eux n'a pu prévenir cette attaque. Cela vaut également

pour la primature, dont le budget d'intelligence n'est pas clairement défini, mais que des sources ont fixé à 50 mille gourdes par moi.

En clair, bien que le pays entier soit abandonné aux caprices des gangs, dont la capitale, Port-au-Prince, se trouve occupée à plus de 80 % par des bandes de criminels, le département de l'Artibonite est traité en parent pauvre, par le gouvernement central. Dans de telles conditions, l'ex-sénateur de cette juridiction, Youri Latortue, justement préoccupé, par la menace permanente des criminels contre son département, avait soumis un plan de lutte visant à éliminer les gangs. Mais l'ex-Premier ministre de facto, Ariel Henry, l'a tout bonnement ignoré. Sans doute informé de ce plan macabre de Luckson Élan, le sénateur avait encore, la semaine dernière, lancé un vibrant appel aux autorités politiques et policières leur demandant de renforcer les forces de police dans son département. Aussi avait-il fait cette proposition : « Envoyez 5 blindés dignes de ce nom à la police de l'Artibonite et le reste sera fait ». Mais, à l'instar d'Ariel Henry, Garry Conille lui a infligé une fin de non-recevoir.

À la lumière de tous ces faits, comment ne pas conclure à un vaste complot contre le peuple haïtien, surtout quand les Américains et leurs alliés appuient l'équipe au pouvoir sous la garde de laquelle sont commis de tels crimes. Et plus révoltant encore, le chef du gouvernement n'a pas hésité à effectuer un voyage à l'étranger, au moment où les familles des victimes, le département de l'Artibonite et le pays tout entier sont plongés dans le deuil.

En tout état de cause, les autorités haïtiennes ne font que réagir aux catastrophes criminelles provoquées par les gangs armés, se présentant alors comme un gouvernement pompier, car intervenant après coup, sous forme de promesses non tenues, aux victimes, en particulier, et au peuple haïtien en général. Le pays n'a pas besoin de ces leaders irresponsables, incapables et insouciant !

**HAÏTI OBSERVATEUR**  
 Haïti-Observateur  
 P.O. Box 356237  
 Briarwood, N.Y. 11435-6237  
 (718) 812-2820

**SUBSCRIPTION FORM**  
**BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

<b>HAÏTI</b> Haïti-Observateur 98 Avenue John Brown, 3ème étage Port-au-Prince, Haïti tél : 81 00 2234 785 (809) 2234 785	<b>ÉTAT-UNIS</b> 1 an (12 num.) — 140 \$ (paiement à l'avance) 30 \$ (paiement mensuel)
<b>CANADA</b> Haïti-Observateur 3140 St. Laurent 15ème étage 12275 Avenue Jean-Jacques Montréal, Québec H3R 1Y1	<b>AFRIQUE ET ASIE</b> 1 an (12 num.) — 100 \$ (paiement à l'avance) 25 \$ (paiement mensuel)
<b>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</b> Une seule adresse est issue à partir de Paris, de l'adresse d'abonnement : Jean-Claude Valentin 130 Avenue Edouard Belin, 4ème étage F-93170 La Plaine St. Denis, France Tél : (33) 1 43 43 26 10	<b>CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE</b> 1 an (12 num.) — 100 \$ (paiement à l'avance) 25 \$ (paiement mensuel)
<b>EUROPE</b> 1 an (12 num.) — 120 \$ (paiement à l'avance) 30 \$ (paiement mensuel)	<b>EUROPE</b> 1 an (12 num.) — 120 \$ (paiement à l'avance) 30 \$ (paiement mensuel)

Nom/Prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse/Compteur : \_\_\_\_\_  
 Adresse postale : \_\_\_\_\_  
 Ville/Pays : \_\_\_\_\_  
 Code postal : \_\_\_\_\_

Il s'agit d'un formulaire de souscription et non d'un mandat postal.

# EDITORIAL



## The Pont Sondé massacre, a predictable carnage revealing a vast conspiracy

It was the carnage perpetrated on the population of Pont Sondé, in the Artibonite department, on the morning of Thursday October 3, by the “Grand Grif” gang, based in Savien and led by Luckson Élan. The number of victims, initially set at 25, was quickly revised upwards to eighty, or even close to a hundred. The number of people killed will never be known, as relatives lifted the bodies of their dead loved ones even before a justice of the peace drew up a report of their death. In any case, an official version from the United Nations Human Rights Office puts the death toll at 70.

Unquestionably, gang massacres in these communities have never reached this level. Suffice to say, the scale of the Pont-Sondé massacre exceeds those hitherto blamed on armed bandits, and prompted reactions from the authorities, in addition to announcing, albeit after the event, measures designed to “pursue the criminals to their last trenches.” Faced with the catastrophic toll of this massacre, the leaders issued a series of statements intended to appease the justifiably angry population.

In fact, according to the UN and local authorities, as well as the home-grown population, the victims include ten women and three babies, one of whom, barely born, was massacred along with its mother, along with the midwife who assisted in the birth of the newborn. Not to mention more than sixteen wounded, including two bandits who were hit during the hostilities with UDMO police officers based in Saint-Marc. The wounded, some of them quite serious, were taken to Saint Nicolas hospital in the town.

During their criminal operations, the bandits also set fire to forty-five houses and thirty-four vehicles. In addition to the damage inflicted by the invaders, businesses were set ablaze, along with the value of the goods they contained. In the general panic and confusion, an estimated 8,000 inhabitants of Pont Sondé fled their homes to take refuge in the public square, where they felt safer than in their residences, the criminals’ preferred targets.

In the Artibonite department, where most towns and communes are targeted by thugs on an almost permanent basis, the political and police authorities have never paid any special attention to the situation. As a result, the reactions of those in power, in the wake of this latest massacre, have been described as “crocodile tears.”

In any case, the head of government, interim Prime Minister Garry Conille, had this to say: “Today, once too often, we are faced with the most ab solute cowardice”. He added: “(...) a heinous crime has been perpetrated against the entire Haitian nation.”

On the other hand, Garry Conille issued a warning, which he believes to

be “unequivocal,” in the tradition of those he usually pronounces against bandits, and which, to date, remain unheeded. He says: “To those who sow terror, I say this: you will not break our resolve. You will not subdue this people who have always fought for their dignity and freedom.”

Mr. Conille concluded his message with these words: “We are a strong people, a people who know how to stand up together. Together, we will build a future where these barbaric acts will be but a dim memory.” He added, in a firm tone, that there will be justice for the victims, before he concluded: “Haiti will stand tall.”

In a press release dated October 4, Carlos Hercule, Minister of Justice and Public Security, declared: “Formal instructions have been given to the Haitian National Police to re-establish order and put out of action all those who are sowing terror in the Artibonite department.” At the same time, he stressed that “these crimes will not go unpunished; and the perpetrators and accomplices will be pursued to the very end.”

For their part, the police authorities issued a statement within twenty-four hours of the Pont-Sonde massacre, saying: “Agents from the Temporary Anti-Gang Unit (UTAG) are currently being deployed as reinforcements to supplement those already engaged in the field, in order to track down all gang outbreaks in the Artibonite department.”

Following these declarations, the police institution made personnel changes, relieving the two highest police authorities in the Artibonite department of their duties. Paul Ménard, Departmental Director of the PNH, has been replaced by Division Commissary Caleb Exantus. The latter was installed on Friday October 4 by Inspector General Joany Canéus.

The following day, Saturday October 5, Division Commissary Max Vital Atis took over as the new head of the Saint Marc police district, replacing Principal Commissary Jude Chéry.

A number of previous massacres, no doubt considered of lesser importance by the leaders, occasionally perpetrated on the population, had only resulted in personnel changes, and nothing else. Armored vehicles were a rare item for the PNH in this department. Calls for reinforcements from residents whose areas had come under attack by bandits never resulted in a prompt and timely response from Port-au-Prince. In fact, many HNP sub-stations that were at tacked and whose garrisons, under-armed and inferior in terms of work-force, abandoned their posts for good. As a result, areas now deprived of police presence have become recurrent targets for criminals. This explains the substantial number of victims recorded in this district, day after day.

When the PNH leaves the field wide open to the gangs that populate this department, how can its leaders imagine that these gangs, hardened criminals, can impose a certain restraint on themselves, with regard to such acts, which the authorities describe as “horrific?”

Today, after a succession of criminal attacks on the citizens of Savien, Luckson Élan and his group of bandits have forced PNH decision-makers to change strategy. After mobilizing police officers from UTAG, to Artibonite, the police hierarchy has dispatched, by road, police officers from specialized brigades and members of the Armed Forces of Haiti (French acronym FadH.) in addition to those from the Multinational Security Support Mission, under the command of Kenyan police general Jeffrey Otunge, in the same jurisdiction, some of whom will make the journey aboard the government’s only helicopter. In the words of the Minister of Justice, their mission is to “hunt down criminals to their last trench.” To get a fair idea of the numerical importance of the troops transported by this helicopter, which is not in the troop-carrying category, one need only recall that the Prime Minister used a similar aircraft to transport the victims of the Miragoâne tanker explosion. There were seats for only nine people. The force dispatched against the bandits in the Artibonite department has fifteen armored vehicles at its disposal. We just must hope that they hold up well and don’t break down, as is often the case with those put into service in the metropolitan areas of Port-au-Prince and its environs.

This latest massacre inflicted on the population of Pont Sondé by the Savien gang raises many questions. How is it that Luckson Élan, who had announced this attack several days advance, was able to carry it out, under the noses of the authorities, when institutions such as the PNH, the presidency and the Prime Minister’s Office, above all, have budget allocations to finance their intelligence services? For example, in his answers to questions from the Unité de lutte contre la corruption (ULCC), the Anti-Corruption Unit, presidential advisor Smith Augustin puts his emoluments and benefits at 25 million gourdes/month. Assuming that the other eight members of this structure earn, at the very least, the same amount, this gives 225 million gourdes for the interim rotating presidency, yet none of them was able to prevent this attack. The same applies to the Prime Minister’s Office, whose intelligence budget is not clearly defined, but which sources have set at 50,000 gourdes per month.

Although the entire country is abandoned to the whims of gangs, with the capital, Port-au-Prince, over 80% occupied by criminal gangs, the Artibonite

department is treated as the poor relation by the central government. In such conditions, the former Senator of this department, Youri Latortue, rightly concerned by the permanent threat of criminals against his department, had submitted a plan to eliminate the gangs. But the de facto ex-Prime Minister, Ariel Henry, simply ignored it. No doubt aware of Luckson Élan’s macabre plan, last week the Senator made a vibrant appeal to the political and police authorities, asking them to reinforce the police force in his department. He proposed: “Send 5 armored vehicles worthy of the name to the Artibonite police and the rest will be done.” But, like Ariel Henry, Garry Conille never bothered to respond.

In the light of all these facts, how can we not conclude that there is a vast conspiracy against the Haitian people, especially when the Americans and their allies support the team in power under whose watch such crimes are committed. And what is even more outrageous is that the head of government did not hesitate to travel abroad, at a time when the families of the victims, the Artibonite department and the whole country are mourning.

In any case, the Haitian authorities are merely reacting to criminal disasters caused by armed gangs, presenting themselves as a fire-fighting government, as they intervene after the fact, in the form of broken promises, to the victims, and to the Haitian people in general. The country does not need these irresponsible, incompetent, and careless leaders!

**HAITI OBSERVATEUR**

Haiti-Observateur  
P.O. Box  
356237  
Briarwood, N  
Y 11435-  
6235 Tél. (718)  
812-2820

**SUBSCRIPTION FORM**  
**BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

<b>HAÏTI</b> 1001-Obsevatè 9E Avenue John Brown, Sète 2000 Port-au-Prince, Haïti Tel: (509) 7040999 (509) 2234765	<b>ÉTATS-UNIS</b> 1 an: \$15 3 an: \$45 6 an: \$85
<b>CANADA</b> 1001-Obsevatè 9E Avenue John Brown 1574 St. Laurent 12275, Jarry-Casavant Montréal, H1K 1C3	<b>AFRIQUE ET ASIE</b> 1 an: \$20 3 an: \$60 6 an: \$110
<b>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</b> Un service spécial est offert à partir de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie. Jean-Claude Valentin 1316 Avenue Hédervin, 11884 Apt. 11 4010 L'Ange St. Gervais, Québec Tel: (514) 434-2810	<b>CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE</b> 1 an: \$18 3 an: \$54 6 an: \$102
	<b>EUROPE</b> 1 an: \$12 3 an: \$36 6 an: \$66

Name/Nom: \_\_\_\_\_  
Company/Compagnie: \_\_\_\_\_  
Address/Adresse: \_\_\_\_\_  
City/Ville: \_\_\_\_\_ State/État: \_\_\_\_\_  
Zip Code/Code Postal: \_\_\_\_\_ Country/Pays: \_\_\_\_\_

Les tarifs indiqués sont en dollars américains et en dollars canadiens.



# GRANDE PREMIÈRE DANS LE SPORT HAÏTIEN

## Vertulie Vincent publie un premier livre sur le football féminin

Par Jacques Brave

C'est un vrai événement ! Cela fait exactement 53 ans que les femmes jouent au football en Haïti ; en effet c'était en 1971, exactement le 19 décembre, que des journalistes sportifs Jean Claude Sanon, Yves Jean Bart, Grégoire Eugène Jr. Les tout jeunes Gilbert Fombrun et Robert Fatton, Alix Carré, Raphaël Requière, Raymond Jean Louis, Martial Jean Louis profitant d'une idée du volleyeur vedette Phèdre Georges et de ses amis Edouard Jean-Baptiste, Alix Coutard se lancèrent dans une initiative, osée pour l'époque, à savoir organiser un match de football féminin. L'idée fit son chemin et cet essai, grâce à la puissance de la presse sportive, à l'époque, fut un succès !

Cela devint bien vite une passion : Yves Jean-Bart et Jean Claude Sanon luttèrent, malgré les préjugés de l'époque, menèrent une bataille acharnée avec la Fédération haïtienne de football (FHF), pour imposer cette discipline, où les filles jouaient plutôt à la « marelle » ou sautaient à la corde. Malgré les fortes réti-

cences d'un milieu très encore réservé et réticent vis à vis de certaines activités que l'on croyait réservées exclusivement aux hommes, un groupe de femmes braverent les préjugés, les injures de toutes sortes et réussirent à implanter le football féminin. On ne mesurera jamais assez l'ampleur des



L'équipe des Tigresses, Vertulie Vincent debout, troisième à partir de la droite.

sacrifices consentis et les injures et insultes endurées par les ingénieurs Ginette Cherubin, Dr Rose Irène Verdier, Dr Carole Jean-Jacques, Danielle Dacy, Mie Carmel Désiré, Dr Mie Françoise Beauduy, les Drs Antoinette et Jacque-

line Gauthier, leurs sœurs Rose et Marie Louise, Nella Josèph, Sonie Dessources, Béatrice Cantave, Marie Denise Berthier, Vierge Mésidor, Yolette Simon Nancy Alexandre, Émilienne Louis, Dr Maryse Gardère, les frères Carrière, au Bel-Air, Max Guerrier et Raphael Delatour. Tout ce mon-

de, en 2018, puis en 2023, donc au sommet de la hiérarchie du sport mondial.

VENTE-SIGNATURE, DIMANCHE : 20 Octobre, de 3 heures à 7 heures p.m. ; Adresse : 352 Hendrison Ave., Valley Stream, NY ; TEL: 516-984-9211.

VERTULIE VINCENT publie **Mémoires of A Tigress**

C'est sans doute pour magnifier son expérience qui est celle de toutes les pionnières, les sacrifices des unes et des autres notamment la sienne qu'est sans doute née et concrétisée l'initiative de publier un ouvrage relatant sa propre expérience puisque VERTULIE Vincent est de la 1<sup>ère</sup> génération des joueuses de football féminin ; elle a appartenu à la toute première équipe des Tigresses ; tout comme les célèbres sœurs Gauthier qui ont fait leurs premiers pas dans leur ville natale, Leogane, VERTULIE a tâté au Ballon aux Gonaïves et par le biais de son beau-frère le Dr Carlo Désinor qui fut aussi dirigeant des Tigresses, elle fut dirigée vers ce club qu'elle devint ainsi une pionnière parmi ceux et

celles ont travaillé pour implanter le beau jeu chez les femmes en Haïti.

**My journey**

Voici ce qu'a répondu notre championne Vertulie Vincent sur son ouvrage :

« Après avoir été longtemps interdit dans le monde, Haïti doit être considéré comme l'un des pays pionniers à avoir relancé le football féminin. À l'occasion du cinquantième anniversaire de sa renaissance, j'avais décidé, avec une amie documentariste, de réaliser un film sur mon histoire d'initiatrice du mouvement. Ce pendant, la pandémie de la COVID-19 est survenue et j'ai opté pour une œuvre littéraire.

Cet ouvrage est jalonné d'anecdotes et d'aventures du temps de mon enfance rebelle, de mon adolescence de footballeuse passionnée, jusqu'à l'âge adulte ; en tant que fonctionnaire internationale acharnée, mère dévouée et écrivaine singulière !

« Ce livre est dédié à mon oncle, pour qui mon cœur déborde d'affection. La première fois que je l'ai vu porter son maillot et ses

Suite en page 9

# D'IMMENSES REGRETS EN HAÏTI PAR RAPPORT À CE MONDIAL

## Une belle sélection programmée se préparait depuis 2017 à camp Nous

Par Jacques Brave

Les mines étaient radieuses à l'Estadio El Campin de Bogotá, il y a deux semaines : Huit, huit ans



L'équipe féminine d'Haïti, championne de la Caraïbe U14, en 2019, à Porto Rico, et qui s'entraînait pour représenter Haïti, dans la Coupe du monde U20, Colombie 2024.

après son dernier sacre mondial, la Corée du Nord a remporté, pour la troisième fois de son histoire, le Mondial U20 féminin, dans une finale 100 % asiatique, face au Japon (1-0). Face à une domination de tous les instants et une emprise sur la rencontre jamais relâchée, le Japon, rapidement étouffé par la pression exercée par les Nord-Coréennes, a dû

céder dès la 15<sup>e</sup> minute face aux contre-attaques et à la finition clinique de Choe Il-son, tout juste âgée de 17 ans. Avec 25 buts inscrits, dont 6 par Il-son, l'unique

me

Depuis 2006, les sélections féminines jeunes de la Corée du Nord ont donc remporté 5 coupes du monde féminines (deux en U17 et trois chez les U20), en 6 finales disputées. Dans la catégorie U20, la Corée du Nord est la nation la plus titrée, aux côtés de l'Allemagne et des États-Unis, avec trois couronnes chacun. La sélection A, pour sa part, est placée en 9<sup>e</sup> du classement de la FIFA et avait manqué les Jeux olympiques 2024 pour un rien.

**Une formation rigoureuse dès le plus jeune âge**

Les dirigeants nord-coréens ont donc établi des stratégies pour le développement du football, aussi bien masculin que féminin, en axant leurs investissements sur les installations et les infrastructures. L'école de sport de Taesong, à Pyongyang, qui a formé plusieurs joueuses victorieuses de la première Coupe du monde U20 nord-coréenne, en 2006. Elle dispose de son propre programme de football féminin, depuis 1999, et travaille en étroite collaboration avec l'Académie des sciences du sport pour suivre les joueuses dans plusieurs catégories d'âge,

ainsi que pour concevoir des programmes d'entraînement, afin



Un grand talent la jeune Cayenne Rose Berthude Rosinvil, capitaine de cette équipe.

d'optimiser leurs capacités physiques. Au curriculum de cette école, le football est partie intégrante du programme scolaire, la théorie et l'entraînement physique étant intégrés à l'étude quotidienne de l'enfant : un plan qui ressemble à celui mis en place en Haïti, en 2010, et qui avait permis à Haïti de lancer, avec succès, un programme moderne et ambitieux de développement du football avec le concours de la FIFA de l'Allemagne et plusieurs autres

institutions.

En Haïti, à partir du séisme du 12 janvier 2010 la FHF a lancé un programme ambitieux avec un développement du football dans toutes les villes et quartiers, et ce ci à travers des académies régionales, prenant les garçons et les filles en charge dès le plus jeune âge (6 à 12 ans) en installant un réseau de détecteurs de talents appelés Conseillers techniques régionaux (CTR) bien formés par des instructeurs français répartis à travers le pays; les meilleures jeunes joueuses sont alors dirigées vers l'Académie d'élite Camp Nous, qui accueille ainsi, à 11-12 ans, les meilleurs espoirs du pays à Camp Nous, et qui organise une détection finale pour retenir les meilleurs parmi les bons. Des coaches, au début Cubains, par la suite, Vénézuéliens, Français et Haïtiens conduisaient un programme d'entraînement rigoureux, très dur donc avec ces tout jeunes qui habitaient le Camp Nous toute l'année et ne retournaient dans leur ville d'origine très rarement et encore qu'en cas d'extrême urgence familiale ayant tout sur place fréquentant une école secondaire de haut

Suite en page 9